

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ORIGINES

DU

Syndicalisme Révolutionnaire

ÉVOLUTION DES TENDANCES DU MOUVEMENT OUVRIER
(1871-1906)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 4 novembre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

André MAY

Président : M. DESCHAMPS, professeur
Suffragants } MM. FERNAND FAURE, professeur
 GIDE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ORIGINES
DU
Syndicalisme Révolutionnaire

ÉVOLUTION DES TENDANCES DU MOUVEMENT OUVRIER
(1871-1906)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 4 novembre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

André MAY



Président : M. DESCHAMPS, *professeur*
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
 GIDE, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^{IE}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES ORIGINES

DU

Syndicalisme Révolutionnaire

INTRODUCTION

L'année 1906 a été capitale pour le syndicalisme ouvrier en France.

Non par l'augmentation du nombre des ouvriers : 836.000 au 1^{er} janvier, 896.000 au 31 décembre. L'augmentation était de 7,5 o/o. Elle avait été de 48 o/o du 1^{er} juillet 1890 au 30 juin 1891 ; de 41 o/o du 1^{er} juillet 1891 au 30 juin 1892 (1). En 1906 même,

1. Voir, en tête de *l'Annuaire des syndicats* (1912), le tableau récapitulatif 1890-1911. Les chiffres ne comprennent pas les membres *ouvriers* des syndicats *mixtes*.

Le nombre des ouvriers syndiqués était de 139.000 au 1^{er} juillet 1890, de 205.000 au 1^{er} juillet 1891, de 288.000 au 1^{er} juillet 1892, de 402.000 au 1^{er} juillet 1893. Au point de vue du recrutement, ce sont les grandes années. Vient ensuite la période du 1^{er} janvier 1899 au 31 décembre 1900, où l'effectif monte de 420.000 à 589.000.

Les périodes de stagnation ou de recul sont : du 1^{er} juillet 1893 au 31 décembre 1898, où l'effectif ne s'élève que de 402.000 à 420.000 ; l'année 1908 où, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, l'effectif baisse de 957.000 à 945.000.

en Allemagne, l'accroissement du nombre des ouvriers syndiqués était de 22 0/0 : 1.820.000 au 1^{er} janvier, 2.213.000 au 31 décembre (1).

L'année 1906 apporta aux syndicats ouvriers français la révélation soudaine de leur pouvoir politique, et l'affirmation définitive de leur tendance sociale.

Auparavant, malgré les publications remarquables des spécialistes, l'opinion publique ignorait presque le syndicalisme. Après 1906, il fit plus que l'intéresser, il l'hypnotisa. Dès le commencement de l'année, qui devait être une année d'élections législatives générales, un grand journal conservateur, *l'Écho de Paris*, publiait sous la signature de M. Gaston Dru un reportage sensationnel sur les syndicats ; ce reportage était intitulé : *la Révolution qui vient*. En même temps, la façade de l'immeuble de la Bourse du Travail de Paris était ornée d'une banderole gigantesque portant cette inscription : *A partir du 1^{er} mai 1906 nous ne travaillerons que huit heures par jour*. Et l'annonce de la célébration du Premier mai, journée traditionnelle dans le monde entier depuis 1890, provoqua chez nous une panique sans précédent (2).

1. Voir Édouard Fuster, *les Progrès des syndicats socialistes et le congrès des ouvriers loyalistes*, correspondance d'Allemagne aux *Annales du Musée social* (nov. 1907). — *Questions pratiques de législation ouvrière* (fév. 1908).

2. Sur les origines du chômage socialiste du Premier mai, lire Gabriel Deville : *Historique du Premier mai* dans la revue le

De fait, à l'occasion du Premier mai (un peu avant, le jour même, ou tout de suite après), un grand nombre de grèves éclatèrent. Celle des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais fut tragique, et réunit, à elle seule, 61.371 grévistes, et fit chômer 2.708.286 journées. En dehors d'elle, 295 grèves, atteignant 12.585 établissements, réunissant 202.507 grévistes, faisant chômer 3.571.033 journées. En tout, pour le seul mouvement du Premier mai, 264.000 grévistes, 6.280.000 journées (1). Pendant toute l'année 1905, il y avait eu, 830 grèves, 177.666 grévistes et 2.746.684 journées ; pendant toute l'année 1904, pour 1.026 grèves, 271.097 grévistes et 3.934.884 journées. La totalité des grèves de 1906, autres que celles du Premier mai présente, pour 1.013 grèves, 174.000 grévistes et 3.158.000 journées (2). En Allemagne,

Devenir social, avril 1896. — Zevaès, *le Socialisme en France*, p. 106 et suivantes (Fasquelle, éd. Paris, 1908). Ce sont les syndicats ouvriers de l'Amérique du Nord qui, en 1884, décidèrent de chômer le 1^{er} mai pour solenniser la lutte en faveur de la journée de huit heures. En 1888, les syndicats français appartenant à la nuance socialiste guesdiste résolurent d'imiter cet exemple. En 1889, un congrès socialiste international réuni à Paris, sur l'initiative des guesdistes et des blanquistes (un congrès socialiste international de nuances plus modérées se tenait en même temps à Paris), généralisa et internationalisa la manifestation du Premier mai.

1. Voir : *Statistique des grèves en 1906*. — Charles Rist, *Chronique du mouvement ouvrier*, in *Revue d'économie politique* (fév. 1908) ; — Colliard, *Rapport sur la proposition de loi relative aux différends collectifs entre patrons et ouvriers*, déposé à la Chambre des députés le 27 décembre 1907.

2. Voir : *Statistique des grèves*, 1904, 1905, 1906.

de 1905 à 1906, le nombre des grèves montait bien de 2.403 à 3.328, mais celui des grévistes baissait de 405.000 à 272.000 (1). On voit par ces chiffres quelle fut l'ampleur du mouvement du Premier mai.

Quant à ses résultats pratiques immédiats, si on considère l'amélioration matérielle conquise par les grévistes, elle est insignifiante. Un spécialiste, M. Picquenard, rédacteur en chef du *Bulletin de l'Office du Travail*, écrivait en mai 1908 dans la *Revue d'Économie politique* (2) :

« On sait quelle fut, pour presque toutes les corporations engagées, les typographes exceptés, l'issue désastreuse de ce mouvement... Le calcul des pertes et des gains a pu être fait pour 93 de ces grèves ; elles se sont traduites par 6.370.683 francs de pertes et 1.021.177 francs de gains. Avant d'avoir rattrapé les salaires perdus, les ouvriers devraient travailler aux nouvelles conditions pendant 1.871 jours, alors que dans la moyenne des neuf années précédentes, 243 jours suffisaient aux grévistes pour récupérer les salaires perdus pendant les grèves ».

Mais ici encore, pour apprécier l'importance de l'année 1906 dans le mouvement ouvrier français, il faut tenir compte d'autres éléments que les éléments matériels. Un mouvement comme celui du 1^{er} mai 1906

1. Voir : *Bulletin de l'Office du Travail* (sept. 1908, p. 883).

2. *Le Bilan financier des grèves et leur influence sur les salaires.*

est sans valeur sérieuse si les syndicats n'attendaient de lui que des réformes dans la durée des journées du travail ou dans le taux des salaires. Il a une portée considérable, si les syndicats ont cherché à manifester leur tendance révolutionnaire.

C'est un exercice de mobilisation des forces ouvrières les accoutumant, les préparant à la guerre de classe par laquelle ils espèrent détruire l'ordre capitaliste et édifier eux-mêmes la société nouvelle. Rarement exercice aura été plus ample, plus profond et plus retentissant que celui auquel les syndicats français s'adonnèrent à cette occasion.

Est-il légitime de lui attribuer ce caractère révolutionnaire ?

Il suffit, pour montrer que oui, d'indiquer qu'au mois d'octobre suivant, 991 syndicats adhérents à la Confédération générale du Travail (1) réunis en congrès à Amiens, furent appelés à délibérer à la fois sur des questions comme la journée de huit heures et le contrat collectif de travail, dont la mise à l'ordre du jour n'indique par elle-même aucune tendance révolutionnaire, et sur des questions comme : les rapports de la *Confédération générale du Travail* avec le *Parti socialiste unifié*, l'antimilitarisme et l'antipatriotisme, la grève générale, qui sont des

1. On verra, dans le cours du dernier chapitre de notre étude, que la *Confédération générale du Travail* comprenait alors plus de 3.000 syndicats. Les deux tiers étaient absents du congrès.

préoccupations purement révolutionnaires. L'esprit dans lequel ces questions furent débattues, les résolutions qui furent adoptées, et dont l'analyse détaillée n'a pas à prendre place dans cette introduction (on la trouvera dans le corps de l'étude), indiquent sans équivoque que la majorité des syndicats adhérents à la *Confédération générale du Travail* poursuivent une œuvre d'ensemble inspirée d'une doctrine sociale synthétique que l'on peut résumer ainsi :

Les syndicats ont pour rôle de détruire la société capitaliste par une grève générale et d'organiser eux-mêmes la production et la répartition des richesses dans la société future.

C'est le syndicalisme révolutionnaire.

Doctrin socialiste, et qui s'oppose au socialisme traditionnel. Beaucoup de socialistes sont restés fidèles à la notion traditionnelle que la révolution socialiste résultera de la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat organisé *en parti politique*. Pour eux, il s'agit non de détruire l'État, mais de changer sa destination : s'il n'est aujourd'hui qu'un instrument de capitalisme, entre leurs mains il deviendra un tout-puissant instrument de collectivisme. M. Jules Guesde et ses amis ont essayé d'assurer à cette notion la prépondérance dans les délibérations du parti socialiste « unifié », ou *Section française de l'Internationale ouvrière*. Ils ont fondé, pour la soutenir contre la concurrence du syndicalisme révo-

lutionnaire, une gazette hebdomadaire, *le Socialisme*. Ils reprennent ainsi la tradition de l'ancien *Parti ouvrier français*, fondé en 1882 par M. Jules Guesde et Paul Lafargue. Ils ont avec eux la doctrine officielle du socialisme international, qui n'a jamais reconnu au syndicalisme la valeur révolutionnaire spécifique que lui assigne la *Confédération Générale du Travail*.

Mais le syndicalisme révolutionnaire, dès cette année 1906 qui est bien son « pôle », à quelque point de vue que l'on veuille se placer, a conquis dans le Socialisme des assentiments considérables. Des théoriciens éminents, M. Georges Sorel, M. Hubert Lagardelle, M. Édouard Berth et les autres « intellectuels » qui, de 1899 à 1909, ont rédigé en commun les deux premières séries de la revue *le Mouvement socialiste* (1), ont trouvé dans l'affirmation du syndicalisme révolutionnaire par la *Confédération Générale du Travail* les éléments d'une rénovation de la pensée et de l'action socialistes. Bon nombre de militants du parti socialiste les ont suivis. Ceux-ci, soit dans des journaux publiés en commun avec des dirigeants de la *Confédération Générale du Travail* (*l'Avant garde*, en 1905, *l'Action*

1. Ils sont aujourd'hui divisés. La pensée de M. Sorel et de M. Édouard Berth a évolué vers le néo-monarchisme de *l'Action française*, auquel ils apportent l'appoint des thèses syndicalistes. Voir Sorel, *la Révolution dreyfusienne*. Marcel Rivière, éd. 1909.

directe, en 1907), soit à l'intérieur du parti ou dans les agitations socialistes quotidiennes, ont mené contre le « guesdisme » une bataille où leurs efforts se sont joints aux efforts des socialistes partisans de l'insurrection armée, dont M. Gustave Hervé est le chef, et qui publient le journal *la Guerre sociale*. Parfois même, M. Jaurès et les socialistes réformistes ont fait cause commune avec eux.

L'année 1906 étant ainsi l'année par excellence des affirmations syndicalistes révolutionnaires, on s'explique : d'une part, que presque toute la littérature consacrée au syndicalisme révolutionnaire par ses apologistes, ses critiques, ou ceux qui l'ont étudié objectivement, soit postérieure à 1906 ; d'autre part, que les éléments de la présente étude aient presque tous été recherchés dans la période antérieure à l'année 1906.

Les exposés du syndicalisme révolutionnaire ont été nombreux dans les années qui ont suivi 1906. Sans vouloir dresser une bibliographie générale, on doit signaler surtout, en laissant de côté les ouvrages mêmes des théoriciens ou des hommes d'action syndicalistes :

Camille Bouglé, *Syndicalistes et Bergsoniens*, in *Revue du Mois* (avril 1909). — Maurice Bourguin, *Un Nouvel essai sur le régime socialiste*, in *Revue politique et parlementaire* (février 1908). — F. Challaye, *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, dans *Revue de Mébathysique*, et chez Alcan. Paris, 1909. — Paul Deschanel, *Discours prononcés*

à la Chambre des députés le 8 mai 1907 et le 23 octobre 1908 (*l'Organisation de la Démocratie*, p. 39 à 115). — Duguit, *le Syndicalisme*, in *Revue politique et parlementaire*, juin 1908. — Eugène Fournière, *les Illusions de la violence*, in *Revue socialiste*, février 1909. — Guy-Grand, *la Philosophie syndicaliste* (d'abord articles des *Annales des Jeunesses laïques* depuis septembre 1908, puis 1 volume chez Grasset). — M^{lle} Kristsky, *l'Évolution du syndicalisme*, Giard et Brière, éd. 1908. — H. de Larègle, *la Confédération Générale du Travail, son état-major, Correspondant*, 25 septembre 1908. — Le Gouélec, *l'Idée syndicaliste*, thèse de doctorat en droit (province, 1908). — Leroy-Beaulieu, *le Syndicalisme et la Confédération Générale du Travail*, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1908. — Levasseur, *le Syndicalisme en France*, *Revue Économique internationale*, novembre 1908. — Martin Saint-Léon, *le Syndicalisme révolutionnaire* (conférence à la Semaine sociale d'Amiens 1907, éditée en 1907 à Lyon par la *Chronique locale du Sud-Est*). — Appendice à la 2^e édition de *l'Histoire des Corporations de métier*. Alcan, édition 1909. — Olivier-Lacroye, *A propos du matérialisme historique* (*Demain*, 12 avr. 1907). — E. Para, *les Contre-Révolutionnaires d'extrême-gauche* (*Revue l'Action française*, 15 nov. 1908). — Plekhanoff, *Critique de la théorie et de la pratique du syndicalisme*: *Revue socialiste*, janvier 1909. — Léon de Seilhac, *le Syndicalisme révolutionnaire et la C. G. T.* (*Correspondant*, 25 juin 1908). — Maurice Spronck, *l'Esprit nouveau des révolutionnaires : un théoricien du syndicalisme*, M. Sorel (*Correspondant*, 10 janv. 1909). — Turgeon, *l'Esprit syndicaliste* (*Revue d'Économie politique*, févr. 1908). — Villey, *les Nouvelles forces sociales, le Syndicalisme* (*Revue d'Économie politique*, nov. et déc. 1907). — A... et Z..., *les Contradictions du syndicalisme révolutionnaire*, *Revue socialiste*, fév. 1907. — Ajouter : Ch. Gide et Ch. Rist, *Histoire des Doctrines économiques*, p. 375, 564, 747 (2^e éd., Larose et Tenin, 1913).

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE CORPORATIVE (1871-1879)

Pendant les dernières années du second Empire, le mouvement qui portait les ouvriers vers l'association professionnelle s'était manifesté avec force. On vit reparaitre les « mutualités », apparues pour la première fois sous le régime de Louis-Philippe, et les « résistances ». Les « Chambres syndicales » furent créées, et quarante d'entre elles s'unirent, en 1869, pour former *la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris*. Enfin et surtout l'Association internationale des travailleurs exerçait une action puissante (1).

Ce mouvement syndical aurait probablement

1. Voir notamment : Paul Louis, *Histoire du mouvement syndical en France*. Alcan, éd. Paris, 1907, chap. VII. — Puech, *le Proudhonisme dans l'association internationale des travailleurs*. thèse de doctorat en droit. Paris, 1907. — Albert Thomas, t. X de *l'Histoire socialiste*. Rouff éd. Paris, 1907. — Zévaès, *le Syndicalisme contemporain*. Albin Michel, éd. Paris, 1911, chap. III.

amené la classe ouvrière à prendre une attitude combative. Les grèves devenaient nombreuses, quelques-unes étaient considérables. Elles inquiétaient la bourgeoisie libérale et conservatrice opposante à l'Empire (1). Quant au gouvernement, depuis la loi du 25 mai 1864 abrogeant le délit de coalition, sa ligne de conduite n'était plus bien nette. Il adoptait successivement des attitudes contradictoires (2).

La guerre survint, puis l'insurrection communale et sa répression sévère. Le nombre des insurgés tués dans la lutte contre l'armée de Versailles ou exécutés sommairement est évalué à 20.000 par M. Bourgin (3), à 17.000 par M. Gabriel Hanotaux (4). Il y eut environ 46.000 procès, dont 23.000 aboutirent à des condamnations. Bon nombre d'ouvriers syndiqués furent ainsi frappés. Non pas que l'insur-

1. Lire un curieux ouvrage, à tendances orléanistes, d'Edmond Villetard, rédacteur au *Journal des Débats*, *Histoire de l'Internationale*. Garnier frères, éd. Paris, 1872. — Voir aussi M. de Molinari, *le Mouvement socialiste*, Garnier éd. Paris, 1871.

2. Les membres du Conseil général de *l'Internationale* se vantèrent au Congrès de 1868, à Bruxelles, d'avoir été sollicités d'une entrevue par M. Rouher. Au même moment, le premier procès de l'Internationale se terminait par des condamnations à 100 fr. d'amende seulement (arrêt du 22 avril 1868). Au deuxième procès, chacun des prévenus fut condamné à trois mois de prison (arrêt du 24 juin 1868). Aux troisièmes poursuites intentées par le ministère libéral de M. Émile Ollivier, ce furent des condamnations à une année de prison (jugement du 8 juillet 1870).

3. *Histoire de la Commune*, un volume de la « Bibliothèque socialiste », Cornély et C^{ie}, éd. Paris.

4. *Histoire politique de la France contemporaine*.

rection ait eu un caractère spécifiquement prolétarien, ni même socialiste. Mais un manifeste du 23 mars 1871, œuvre commune de *l'Internationale* et de la *Chambre fédérale des sociétés ouvrières*, détermina beaucoup de syndiqués à combattre pour la Commune. Cinq des dirigeants de la *Chambre fédérale* siégèrent au comité central de la Commune ; c'étaient Varlin, Theisz, Avrial, Langeron et Pindy, également membres de *l'Internationale*. Dix-huit autres chefs de celle-ci y siégeaient également. Il n'est pas téméraire de dire qu'après les semaines de mai 1871, la plupart des chefs et des militants du mouvement ouvrier étaient morts, emprisonnés ou en fuite.

De là vient que, pendant les premières années de la troisième République, l'action syndicale est singulièrement anémique. Le gouvernement lui est d'ailleurs peu favorable. Dufaure fait voter la loi du 13 mars 1872, qui punit de trois mois à cinq ans de prison et de 50 à 2.000 francs d'amende l'affiliation à *l'Internationale*. Il n'est pas question de soustraire à l'article 291 du Code pénal les syndicats professionnels, du moins les syndicats ouvriers.

Quelques-uns ressuscitent pourtant. Le 23 mai 1872 ils sont neuf à fonder le *Cercle de l'Union syndicale ouvrière*, auquel seize autres s'affilient peu après (1).

1. On en trouve la liste dans la grande publication de l'Office du Travail : *les Associations professionnelles ouvrières*. Paris, Imprimerie Nationale, 1899. V. t. I. p. 236.

Mais les statuts font preuve d'un esprit modéré. On lit à l'article premier :

Le cercle de l'Union syndicale ouvrière a pour but de chercher à réaliser, par l'étude, la concorde et la justice, et en vue du progrès moral et matériel des travailleurs, toutes les améliorations qu'ils sont susceptibles d'obtenir et de servir d'école pour apprendre à toutes les corporations et syndicats à faire eux-mêmes leurs propres affaires. Et à l'article 4 : Toute discussion politique ou religieuse est formellement interdite.

Les syndicats qui s'unissaient ainsi méritaient bien, par leur sagesse, une tolérance égale à celle dont profitaient les associations patronales groupées dans *l'Union du Commerce et de l'Industrie*. Mais le 22 octobre 1872, la préfecture de Police procéda à la dissolution du cercle.

Peu après, le député Tolain demanda à l'Assemblée Nationale le vote d'un crédit de 100.000 francs pour l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition universelle de Vienne. Tolain avait été un des fondateurs de *l'Internationale*, fondée en 1862 à la suite de l'envoi en Angleterre, par le gouvernement impérial, d'une délégation analogue. Le crédit fut refusé (24 mars 1873). La presse républicaine ouvrit une souscription. Il fut décidé que les délégués de chaque profession seraient élus non par l'ensemble des ouvriers, mais par les syndicats. Ce fut naturellement un stimulant pour la création de nouveaux syndicats.

A leur retour de Vienne, les délégués rédigèrent un rapport où ils examinaient « les moyens employés soit pour améliorer la condition des salariés, soit pour la transformer ». Ils condamnaient la grève, et niaient même la valeur utile du syndicat « Basées » écrivaient-ils « sur le dévouement et le sacrifice, les Chambres syndicales favorisent l'abdication du grand nombre et l'indifférence des égoïstes qui ne voient rien au delà de leurs intérêts matériels. » Il est bon de signaler que si l'on discréditait ainsi le syndicalisme, c'était pour mieux faire ressortir l'efficacité de l'association coopérative, jugée plus conforme aux traditions françaises. Il n'en est pas moins vrai qu'un observateur impartial aurait pu croire passé pour jamais le temps de *l'Internationale* et des grandes grèves.

* * *

En 1876, une souscription fut encore ouverte dans la presse pour envoyer une délégation ouvrière à l'exposition universelle de Philadelphie. Cette souscription, qui coïncidait avec une souscription nationale en faveur des inondés de la Garonne, ne produisit qu'une quinzaine de mille francs. Le conseil municipal y ajouta une subvention de 30.000 francs. Puis le Parlement vota, le 27 juin 1876, un crédit de 100.000 franc. Mais comme Dufaure, auteur de la

loi contre *l'Internationale*, faisait partie du ministère, la commission ouvrière d'organisation refusa les présents de l'État.

Il y avait quelque chose de changé dans l'état d'esprit ouvrier.

A peine la délégation ouvrière libre fut-elle partie pour Philadelphie, un journal d'opinions avancées, *la Tribune*, proposa de réunir en France un Congrès ouvrier analogue au Congrès italien qui venait de se réunir à Bologne.

Un comité d'initiative fut constitué, par des conseillers prudhommes, d'anciens délégués à l'Exposition de Vienne, des militants des syndicats parisiens. Le premier appel fut lancé le 19 juillet 1876. Il stipulait que le Congrès serait tenu en réunions privées, et que les ouvriers authentiques y auraient seuls accès. « En vue d'éviter des abus que tout le monde devine, nul ne pourra prendre la parole au Congrès s'il n'est ouvrier et s'il n'est recommandé par sa Chambre syndicale ou autre société, et à défaut de sa Chambre syndicale ou autre société, par un groupe de travailleurs ». Dans la pensée des organisateurs, les « sociétés ouvrières autres que les syndicats » et les « groupes de travailleurs » dont les délégués pourraient avoir accès au Congrès, étaient les sociétés coopératives, et non les groupes politiques. Une circulaire ultérieure l'indiqua. « Grâce à ces restrictions nécessaires, le prolétariat sera sûr d'être en

famille et chez lui et de n'avoir pas à encourir la responsabilité des utopies que des bourgeois plus ou moins bien intentionnés viendraient expliquer en sa présence ». Les questions placées à l'ordre du jour par le comité d'initiative étaient toutes, sauf une, strictement professionnelles. C'étaient : 1° le travail des femmes ; 2° les Chambres syndicales ; 3° les conseils de prudhommes ; 4° l'apprentissage et l'enseignement professionnel ; 5° la représentation directe du prolétariat au Parlement ; 6° les associations coopératives de production, de consommation et de crédit ; 7° les caisses de retraites, d'assurances et des invalides du travail ; 8° l'association agricole et l'utilité des rapports entre les travailleurs agricoles et les travailleurs industriels.

Le programme était vaste. Il n'était pas révolutionnaire.

Le Congrès eut lieu à Paris, à la salle des Écoles, et dura du 2 au 10 octobre 1876. 350 délégués, dont 279 pour Paris et le département de la Seine, représentaient 94 groupements, dont 76 de Paris. Deux délégués seulement n'étaient pas ouvriers ; c'étaient M. Desmoulins et M. Barberet, qui devint plus tard directeur de la Mutualité au ministère de l'Intérieur, et qui s'était fait connaître par ses publications sur les questions ouvrières et par la part qu'il avait prise à la fondation du *Cercle de l'Union syndicale ouvrière*. Bien que mandatés régulièrement par des associa-

tions ouvrières, ils eurent beaucoup de peine à se faire admettre. Un des délégués, M. Feltesse, était d'origine belge et ne s'était pas fait naturaliser français ; il avait fait la guerre comme engagé volontaire pour la France ; le Congrès, par scrupule patriotique, lui refusa la parole (1).

Le Congrès fut calme, et les vœux modérés. On demanda : la limitation à huit heures de la journée de travail des femmes ; l'organisation des retraites ouvrières par les Chambres syndicales ; la création d'un conseil de prudhommes dans chaque canton ; l'enseignement professionnel gratuit ; la liberté d'association et la personnalité civile pour les syndicats professionnels, sans contrôle administratif et policier. Ce dernier vœu traduisait les inquiétudes soulevées par certaines dispositions de la proposition de loi sur les syndicats que M. Édouard Lockroy avait déposée devant la Chambre des députés le 4 juillet 1876, et dont l'article 5 prescrivait de déclarer les noms et les adresses des syndiqués.

Pour son attitude modérée, le Congrès fut salué dans la presse avec une faveur unanime. *Le Figaro*

1. Pour les références, consulter : *Séances du Congrès ouvrier de France, session de 1876* ; Sandoz et Fischbacher, éd. Paris 1877 ; Léon de Seilhac : *les Congrès ouvriers en France, 1876-1897* ; Arnaud Colin éd.. Paris, 1899 ; Léon Blum : *les Congrès ouvriers et socialistes français*, 2 vol. de la Bibliothèque socialiste, Société nouvelle de librairie et d'édition, Paris, 1901 ; Zévaès, *loc. cit.*

le disait « dirigé par des hommes bien sages ». *Le Moniteur* le trouvait « presque terne à force de modération et de sagesse ». *Le Pays* écrivait : « les choses se passent fort convenablement, entre gens qui discutent paisiblement leurs intérêts et sont animés d'intentions pratiques » ; et *la Défense* : « on se sentait au milieu de bons, braves et honnêtes gens ». Voilà pour l'opinion conservatrice. Dans *les Droits de l'homme*, journal radical, publié de concert par MM. Yves Guyot et Jules Guesde, ce dernier, vantant l'importance du Congrès, insistait sur ce que « la première parole des délégués, leur premier acte, avant même, qu'on me passe l'expression, de parler et d'agir, a été pour se séparer, pour se distinguer de tous les partis politiques existants, en excluant de leurs délibérations tout ce qui n'était pas travailleur manuel, délégués de travailleurs également manuels ».

Les seuls détracteurs du Congrès furent les blanquistes réfugiés à Londres. Leur groupe *la Commune révolutionnaire* publia un libellé daté de Londres, le 14 octobre 1876 et intitulé : *les Syndicaux et leur Congrès* (1). J'en extrais les lignes suivantes :

« Le Congrès ouvrier vient de terminer ses séances

1. Reproduit intégralement dans les annexes d'un ouvrage de M. Zévaès, *le Socialisme en France depuis 1871*, Fasquelle éd. Paris, 1908.

comme il les avait commencées, au milieu des bravos bourgeois... Dans la ville de la Révolution, cinq ans après la lutte de la Commune, sur la tombe des massacrés, devant le bagne de Nouméa, devant les prisons pleines, il semble monstrueux que des hommes aient pu se trouver, osant prendre le caractère de représentants du prolétariat, pour venir en son nom faire amende honorable à la bourgeoisie, abjurer la Révolution, renier la Commune. Ces hommes se sont rencontrés, ce sont les syndicaux... Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils datent, ces étireurs de formules filandreuses, embourbés dans les doctrines informes des charlatans économistes et qui se croient grands hommes parce que, comme leurs modèles, ils couvrent le vide de leurs idées du galimatias de leurs discours. Nous les connaissons, nous les avons déjà vus à l'œuvre, alors qu'après la Commune, comme des crapauds après l'orage, ils émergeaient de tous les points de l'horizon et, libres par leur insignifiance, préludaient dans leurs réunions syndicales aux prouesses du Congrès. »

Ce groupe de *la Commune révolutionnaire* avait, en la personne de M. Edouard Vaillant, un adhérent qui, trente ans plus tard, en 1907, au Congrès socialiste de Nancy, a préconisé l'indépendance des syndicats de tout contrôle politique. Alors M. Jules Guesde, qui réclamait au contraire la soumission des syndicats au contrôle politique du parti socia-

liste, n'a pas manqué de rappeler le contraste entre les attitudes de 1876 et celles de 1907. « Si Vaillant et ses amis dénonçaient en 1876 le Congrès corporatif ou syndical de la salle d'Arras comme une espèce d'incorporation du prolétariat français à la société bourgeoise, moi, au contraire, je voyais et je saluais dans ce premier Congrès ouvrier le point de départ ou l'embryon d'une organisation de classe. Je n'ai pas voulu me séparer des syndiqués d'alors, quoi qu'ils en fussent encore au balbutiement et quoique, prisonniers de la coopération bourgeoise, ils allassent jusqu'à proscrire la grève (1) ».

*
* *

Le Congrès de Paris avait décidé qu'un second congrès aurait lieu à Lyon en 1877. Il en avait confié l'organisation aux syndicats lyonnais. En raison de la crise politique du 16 mai, le congrès ne fut réuni qu'en 1878. Il siégea à Lyon, au théâtre des Variétés, du 28 janvier au 8 février (2).

Les questions inscrites furent les mêmes qu'au

1. Voir *le Parti socialiste et la Confédération du Travail*, n° 5 de la Bibliothèque du Mouvement socialiste. Marcel Rivière, éd. Paris, 1908.

2. Consulter : *Séances du Congrès ouvrier de France*, 2^e session, Trichet, éd., Lyon, 1878, et les ouvrages précités de Léon de Seilhac, Léon Blum et Zévaès.

Congrès de Paris, plus deux autres : les crises industrielle et le chômage, le vagabondage et les mœurs dans les centres industriels.

L'appel des organisateurs était inspiré d'idées modérées. On y lisait : « Il est nécessaire que le congrès soit imposant par la sagesse et le calme de ses délibérations... Nous devons surtout ne pas perdre de vue que l'intérêt de la question sociale est tout dans la justesse des arguments employés au développement des idées économiques et de travail, et que les solutions doivent être sensées et pratiques. »

Au congrès, cette tendance modérée prévalut encore par de grosses majorités. Mais déjà une minorité révolutionnaire se révélait.

Lorsqu'on aborda le débat sur la représentation directe du prolétariat au Parlement, un représentant de cette minorité révolutionnaire, M. Ballivet, vint combattre les candidatures ouvrières. « Ne sommes-nous pas convaincus », disait-il, « que la société actuelle repose sur une injustice économique et sur une tyrannie politique ? Ne savons-nous pas que la cause véritable de notre misère est l'accumulation dans quelques mains de toute la richesse sociale... *Ne savons-nous pas, en outre, que ce qui maintient cette injustice économique, c'est l'organisation politique centralisée, autrement dit l'État, et ne devons-nous pas être antiautoritaires et antiétatistes ?* » Et il proposait de « se tenir le plus possible en dehors de

toutes les manifestations de la société bourgeoise ; sur le terrain des corps de métier, poursuivre activement la formation des syndicats ; *ces syndicats ne devraient pas seulement se proposer la défense des salaires, mais l'abolition du salariat par l'appropriation collective de tous les moyens de production ;* créer partout des cercles, comités d'études sociales pour la propagande de nos principes ; fédérer de bas en haut ces syndicats et ces cercles, étendre le plus possible leurs moyens d'actions intérieurs et extérieurs, tâcher de nous mêler à ce qui est le produit de l'activité populaire, en nous inspirant directement du peuple et en tâchant de donner à ses efforts un but large et humain, en un mot, *provoquer dans le sein même de la société actuelle l'organisation de la société libre de l'avenir, de sorte que, le jour où le développement social amènera la mort de la société bourgeoise, la société nouvelle soit à côté toute prête pour la remplacer. »*

De telles idées, qui sont celles, actuellement, de la majorité des syndicats affiliés à la Confédération du Travail, étaient neuves alors. Le système des candidatures ouvrières, avec sa signification réformiste et « légaliste » fut adopté par le congrès.

M. Ballivet déposa ensuite, d'accord avec M. Dupère, le projet de résolution suivant :

Considérant :

Que l'émancipation économique des travailleurs ne

sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail.

Que pour atteindre ce but il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production, matière première et instrument de travail.

Conséquemment, le Congrès invite toutes les associations ouvrières en général à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail.

Mais le délégué Pessey traduisit l'hostilité du congrès. « Nous sommes venus ici pour tâcher d'améliorer le sort des travailleurs par des moyens immédiats, honnêtes et pratiques, non pour entendre de ces discours incompris qui ne peuvent avoir d'autre but que d'égarer nos intérêts en dehors du programme ».

La proposition Dupire et Ballivet fut rejetée à l'unanimité moins huit voix.

*
* * *

Le Congrès de Lyon avait décidé la réunion de deux nouveaux congrès.

Il avait donné mandat aux Chambres syndicales parisiennes d'organiser un Congrès international à Paris, pendant l'automne de 1878, à l'occasion de l'Exposition universelle.

Il avait chargé les syndicats marseillais d'organiser à Marseille, en 1879, le troisième Congrès des associations ouvrières françaises.

Le Congrès international fut convoqué pour le mois de septembre 1878.

Le président du Conseil des ministres était alors (1) M. Dufaure, auteur de la loi contre *l'Internationale*. L'annonce du Congrès lui parut présager la résurrection en France de cette association, et il résolut de se mettre en travers. Fidèle à ses principes de libéralisme, il fit d'avance avertir les organisateurs de son intention, par des notes de presse et pas une communication directe de la Préfecture de police (2).

Cette interdiction déconcerta d'abord les organisateurs, et ne tarda pas à les diviser. Le plus grand nombre, les syndicaux et coopérateurs modérés, fidèles aux idées de prudence que leur avaient transmises les Congrès de Paris et de Lyon, s'inclinèrent et renoncèrent au Congrès international.

Mais, depuis la guerre et la Commune, une nouvelle génération de propagandistes socialistes s'était éveillée, jeune et ardente en ses doctrines et en ses méthodes d'action. L'interdiction du Congrès international lui procura l'occasion d'entrer en scène, et elle le fit avec éclat.

1. Depuis le 14 décembre 1877.

2. Voir : Léon de Seilhac, *loc. cit.*, p. 28. — Mermeix, *le Socialisme*, Ollendorf éd. Paris 1906, p. 129.

* * *

Dès l'année 1872, un groupe d'étudiants parisiens se réunissait habituellement au café Soufflet (au coin du boulevard Saint-Michel et de la rue des Écoles) pour s'entretenir d'aspirations politiques et sociales. La publication du *Manuel de Droit civil* de M. Emile Acollas y produisit une sensation dont il fut immédiatement rendu compte en ces termes par Benoît Malon : « M. Gabriel Deville, qui continuait alors à Paris ses études de droit, lut ce livre avec d'autant plus d'attention que l'auteur était un ami d'enfance de son père, et qu'il suivait assidûment les conférences qu'il présidait au Palais de Justice » (1). On sait que la thèse maîtresse d'Acollas était de ruiner les théories en honneur sur l'origine du droit de propriété, pour montrer que la seule origine justificative était le travail (2). Il paraît que, du coup, M. Gabriel Deville, qui ne connaissait pas encore l'œuvre de Marx, fut conquis au socialisme.

La première manifestation publique à laquelle se soit livré le groupe du café Soufflet consista à présenter, à la fin de 1875, la candidature au conseil

1. Benoît Malon, *Exposé des Écoles socialistes* (1872).

2. Ce dont Benoît Malon s'autorise pour représenter Acollas comme le promoteur du collectivisme en France.

municipal de Paris de M. Acollas, contre le colonel Denfert-Rochereau, candidat républicain. M. Gabriel Deville et ses amis se joignirent à quelques ouvriers pour fonder à cet effet un comité électoral. Le programme, œuvre de M. Deville, comportait notamment :

Article 5 : Remaniement de nos lois de propriété en vue de ramener la propriété individuelle à sa seule source légitime, le travail... Article 9 : Mise du capital agricole et industriel à la disposition de celui qui l'emploie directement, afin que le produit soit tout entier à celui qui lui donne directement naissance (1).

A ce moment, M. Jules Guesde rentrait en France après cinq ans d'exil à demi-volontaire. Il avait attendu en Suisse la prescription de l'action publique à l'égard de l'insurrection de Montpellier en 1871 ; là il avait connu M. Paul Brousse, également réfugié. Les sections suisses de *l'Association internationale des Travailleurs*, fédérées autour de Bakounine, luttèrent pour leur autonomie contre le despotisme du conseil général tout dévoué à Karl Marx. M. Guesde, bien que les réfugiés français se fussent en majorité ralliés à Bakounine, refusa aussi bien de subir l'influence de Bakounine que celle de Marx, et décida

1. Voir : Mermeix, *loc. cit.*, p. 116. Zévaès : *le Socialisme en France depuis 1871*, p. 16. Mauger : *les Débuts du socialisme marxiste en France*, thèse de doctorat, Paris, 1908.

sa section à ne reconnaître d'autre autorité que celle des Congrès généraux de l'Internationale (1).

Rentré en France, M. Jules Guesde collabore, avec MM. Henri Rochefort, Yves Guyot et le riche industriel M. Menier, à la fondation du journal *les Droits de l'Homme*. Ce n'était pas un organe socialiste défini. Sa ligne de politique sociale se confondit avec celle de *la Tribune*, journal ouvrier où l'on prônait la coopération de production et la paix sociale.

Aux bureaux des *Droits de l'Homme* fréquentèrent les anciens fondateurs du groupe du café Soufflet, qui s'essayaient au journalisme, et notamment M. Gabriel Deville. Celui-ci avait rapidement marché dans la voie des convictions socialistes. A cette époque, il était déjà complètement acquis aux idées de Karl Marx, et il venait de fonder à Toulouse une section de *l'Internationale* (2).

A ce contact réciproque, les convictions socialistes des uns et des autres s'accrochèrent ; elles ne tar-

1. Cette neutralité valut d'ailleurs à M. Guesde l'excommunication majeure décernée dans une brochure que décernèrent en commun Marx, Engels et M. Paul Lafargue : *l'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des Travailleurs*. Voir sur tous ces incidents Hubert Lagardelle : *Bakounine* (éditions de *la Guerre Sociale*, Paris, 1908. Amédée Dunois : *Michel Bakounine* (collection « *Portraits d'hier* », Paris, 1909). James Guillaume : *l'Internationale, documents et souvenirs*, t. III, éd. Stock, Paris, 1909.

2. Mauger, *loco citato*.

dèrent pas à aboutir au collectivisme intégral, et de cette communion naquit le premier journal hebdomadaire qui ait vulgarisé en France les thèses encore peu connues du « socialisme scientifique. »

Ce journal s'appelait *l'Égalité*. Les principaux rédacteurs étaient MM. Jules Guesde, Gabriel Deville, Emile Massard (1) et — sous le pseudonyme de Gerbier — M. Paul-Frédéric Girard. Le premier numéro parut le 18 novembre 1877.

Il n'y eut pas, dès l'abord, adhésion exclusive et intégrale au marxisme. A côté d'extraits du *Capital*, et d'attaques contre le coopératisme et les doctrines de paix sociale, on trouvait des exposés lassalliens, comme celui de la « loi d'airain des salaires » — que Lassalle emprunte à Ricardo (2) et des pages de Blanqui.

Mais *l'Égalité* s'efforça tout de suite de pénétrer jusque dans le mouvement ouvrier et d'y apporter le souffle révolutionnaire. Le 3 mars 1878, à propos d'une grève à Montceau-les-Mines, elle annonce son intention de soutenir systématiquement toute revendication gréviste. Ses rédacteurs multiplient leurs efforts en vue de la création de « cercles d'études sociales ». Là, à la différence des Chambres syndi-

1. Aujourd'hui directeur de journaux, conservateurs et conseiller municipal de Paris.

2. M. Guesde est venu tard au marxisme, et n'a jamais renoncé à ces idées lassalliennes.

cales, les ouvriers ne seront plus seuls, livrés à eux-mêmes ; ils y rencontreront les « travailleurs intellectuels. » Un événement indique l'activité qu'on s'y propose. Aux élections municipales du 6 janvier 1878, M. Émile Chausse, ouvrier ébéniste, pose sa candidature sous les auspices du « Parti ouvrier. »

Tels étaient les éléments qui s'efforçaient de prendre contact avec le mouvement syndical, dans l'espoir de l'animer de leurs inspirations politiques.

*
* *
*

La façon maladroite dont fut exécutée la décision du gouvernement, relative à l'interdiction du Congrès international, leur en fournit immédiatement l'occasion.

Alors que la majorité des « syndicaux » s'inclinait devant l'interdiction, une minorité, formée par les délégués des syndicats de mécaniciens, de tailleurs, de serruriers, d'employés de commerce, de menuisiers et de mégissiers (1), était résolue à passer outre. Elle décida que la réunion aurait lieu le 15 septembre, 104, rue des Entrepreneurs, au domicile particulier de l'un des organisateurs, M. Isidore Finance (2).

1. Zévaès, *le Socialisme*, p. 28.

2. M. Isidore Finance est devenu, par la suite, sous-directeur de l'Office du Travail.

Dès le mois de mars, M. Jules Guesde, dans une réunion tenue salle Pétrelle, avait réclamé l'admission au Congrès des groupes socialistes non ouvriers, c'est-à-dire des cercles d'études sociales fondés par ses amis (1).

Le 15 septembre, les délégués des Chambres syndicales nommées plus haut se présentèrent à la porte du domicile de M. Finance. Les délégués des cercles socialistes s'y présentèrent également. La police les arrêta pêle-mêle.

Aucune discrimination entre eux ne fut établie non plus par l'autorité judiciaire. Mêlés les uns aux autres, au nombre de 38, ils comparurent le 24 octobre devant la dixième Chambre correctionnelle, pour infraction à l'article 291 du Code pénal. M. Jules Guesde, M. Émile Massard, M. Gabriel Deville étaient parmi les prévenus.

Tous les prévenus, aussi bien les syndicaux que les militants des groupes politiques, confièrent à M. Guesde le soin de présenter leur défense collective.

Il le fit sans chercher à gagner l'indulgence du tribunal, affirmant avec éclat les tendances socialistes et révolutionnaires qui, prétendait-il, auraient été celles du congrès. « Nous sommes de ceux, s'écria-t-il, qui poursuivent une révolution sociale,

1. Léon Blum, *loc. cit.*, p. 32.

qui croient à la nécessité et à l'inévitabilité en même temps, d'un 89 ouvrier. »

Il fut condamné à six mois de prison, M. Deville à deux mois, M. Massard à un mois.

Le retentissement fut immense, et la défense et la condamnation assurèrent à M. Guesde et à ses amis une autorité morale considérable sur la partie la plus agissante du syndicalisme français.

En outre, l'atmosphère devenait de plus en plus favorable à leur propagande : c'était l'époque de la campagne en faveur de l'amnistie totale pour les condamnés de la Commune, et du mouvement populaire qui amena successivement l'élection de Blanqui comme député de Bordeaux (20 avril 1879), et celle de M. Alphonse Humbert, l'ex-rédacteur du *Père Duchêne*, comme conseiller municipal de Paris (12 octobre 1879). D'ailleurs, les anciens combattants de la Commune rentrés en France à la suite de mesures de clémence individuelles étaient déjà nombreux.

* * *

C'est dans cette atmosphère que la commission d'organisation du Congrès national ouvrier de Marseille poursuivait ses travaux, sous la direction d'un ouvrier bijoutier de grande intelligence, Jean Lombard, l'auteur aujourd'hui célèbre de *Byzance* et de *l'Agonie*.

La commission avait été élue par les syndicats

marseillais en octobre 1878, à la date même du procès de M. Guesde.

La circulaire qu'elle lança en février 1879 était déjà d'un ton très haut : « La bourgeoisie détient les matériaux, les instruments de travail, les utilités productives dont nous, travailleurs et prolétaires, sommes spoliés régulièrement. Appuyée sur un militarisme effroyable, sur un agiotage insensé, sur un système immoral qu'une science fausse, l'économie politique, prétend légitimer, elle rend de plus en plus impossible cette précieuse indépendance des hommes, l'autonomie de leur personne, l'émancipation de la masse... »

Pour l'organisation du congrès, la commission prit deux décisions qui indiquèrent nettement sa volonté de rompre avec les traditions modérées suivies à Paris et à Lyon.

Elle décida d'abord que le congrès serait ouvert, non seulement aux syndicats, mais encore aux cercles d'études sociales.

Elle décida, en second lieu, de porter à l'ordre du jour trois questions principales : du salariat, de la propriété, de la question sociale.

C'était appeler le congrès à consacrer la domination du socialisme politique sur le syndicalisme pur.

Le congrès répondit à cet appel avec empressement (1).

1. Pour références, consulter : Léon de Seilhac, *loc. cit.*, p. 29

Il siégea du 20 au 31 octobre 1879, réunissant 106 délégués de syndicats, et 24 délégués de cercles d'études sociales.

Sa première résolution, prise à l'unanimité, fut de s'intituler « Congrès ouvrier *socialiste* de France ».

Quelques séances furent consacrées au recensement des forces syndicales et socialistes dans les diverses régions de la France, puis à des manifestations d'ordre sentimental. Par exemple, ayant reçu de « l'assemblée générale des combattants de la Commune réfugiés à Londres » une adresse, cette fois non plus d'injures, mais au contraire de félicitations, le congrès répondit : « ... Les délégués réunis ici affirment une fois de plus le principe pour lequel vous avez combattu. »

Au cours du débat sur les sociétés coopératives, quelques délégués préconisèrent les sociétés de production et de consommation, destinées selon eux à éliminer progressivement et pacifiquement le salariat. Ils ne convinrent pas le congrès qui vota la résolution suivante :

Considérant :

1° Que le travailleur ne peut pas par son salaire équilibrer son budget ;

2° Que par conséquent toute économie étant d'une impossibilité absolue, il ne peut atteindre, par le rachat,

à 50. — Léon Blum, *loc. cit.*, p. 34 à 54. — Zévaès, *le Syndicalisme*, p. 87 à 92.

le but social qui est la possession des instruments de travail;

3^o Que les sociétés coopératives de production et de consommation ne peuvent améliorer que le sort d'un petit nombre de privilégiés dans une faible proportion ;

Le Congrès déclare :

Que ces sociétés ne peuvent aucunement être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat ;

Que, néanmoins, ce genre d'associations pouvant rendre des services comme moyen de propagande pour la diffusion des idées collectivistes et révolutionnaires, dont le but est de mettre les instruments de travail entre les mains des travailleurs, il doit être accepté, au même titre que tous les autres genres d'associations, dans le seul but d'arriver le plus tôt possible à la solution du problème social par l'agitation révolutionnaire la plus active.

Au cours du débat sur le salariat, un délégué « des socialistes indépendants de Paris » exposa « la loi d'airain des salaires ». Jean Lombard affirma que la rigueur de cette loi est absolue ; que le prolétariat ne peut sortir de sa misère que par la perception du produit intégral du travail ; que l'obstacle à cette perception intégrale est le prélèvement opéré au profit du capital que détient la bourgeoisie ; que la seule attitude qui convient au prolétariat, c'est une lutte de classe impitoyable, jusqu'à ce que les instruments du travail, arrachés à la bourgeoisie,

soient devenus la propriété collective des travailleurs. Cette vulgarisation des thèses lassalliennes et marxistes répondait au sentiment du congrès qui vota, par 73 voix contre 27, la résolution suivante :

Considérant :

... Que le salaire de l'ouvrier n'est pas le prix de ses produits, mais un salaire qui lui permet de vivre et de se reproduire, que par ces raisons il ne saurait être apporté une amélioration sérieuse à la situation des prolétaires sans une transformation complète de la société, c'est-à-dire sans la suppression du salariat lui-même ;

Attendu que le salariat est le résultat de la division de la société en deux classes, l'une possédant tout et ne travaillant pas, l'autre travaillant et ne possédant rien ; que le salariat ne saurait être aboli et faire place à la rémunération du travail par l'intégralité de son produit que si tous les travailleurs possèdent les capitaux qu'ils mettent en valeur ;

Attendu que cette possession par les travailleurs des capitaux ne saurait être constante et universelle qu'autant que, cessant d'être individuels, ils deviennent collectifs, impersonnels et inaliénables ;

Le Congrès décide que le but des travailleurs doit être la nationalisation des capitaux, mines, chemins de fer, etc., mis ensuite entre les mains de ceux qui les font produire, c'est-à-dire des travailleurs eux-mêmes.

Le débat sur « la propriété » amena M. Isidore Finance à tenter de justifier la propriété individuelle.

Mais l'éloquence de M. Eugène Fournière fit voter une motion ainsi rédigée :

Considérant que le système individuel qui régit actuellement la propriété est contraire aux droits égaux qui doivent être l'expression de la société future ;

Considérant qu'il est injuste et inhumain que les uns produisent tout, les autres rien, et que ce soient justement ces derniers qui possèdent toutes les richesses, toutes les jouissances, ainsi que tous les privilèges ;

Considérant que cet état de choses ne cessera point par la bonne volonté de ceux qui ont tout intérêt à le faire exister ;

Le Congrès adopte comme but la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières, donnés à tous et rendus inaliénables par la société à laquelle ils doivent retourner.

Enfin, la question de la représentation du prolétariat aux corps élus était à l'ordre du jour des congrès précédents.

On lisait dans le rapport de la commission spéciale :

Votre commission demande qu'avant toute chose le prolétariat fasse une scission complète avec la bourgeoisie et se sépare d'elle sur tous les terrains, à la fois intellectuel, juridique, politique et économique. Votre commission vous propose donc de voter la formation en France d'un *parti de travailleurs* dont le but sera d'appliquer toutes les résolutions du Congrès ouvrier socialiste de Marseille et de ceux qui le suivront... *Que*

chaque groupe ait l'obligation au moins morale de présenter à toutes les élections des candidats ouvriers socialistes partout où faire se pourra...

La proposition était grave. Il s'agissait d'introduire dans les syndicats la politique, non pas seulement politique, mais électorale, avec tout ce qu'elle peut amener de divisions, d'intrigues, d'exploitations et de gaspillages moraux ou matériels, au détriment des préoccupations proprement corporatives.

Mais l'esprit du Congrès était lancé.

M. Ernest Roche (1), délégué de Bordeaux, déclara : « Les chambres syndicales *n'ont qu'un rôle à jouer* : être le foyer de l'idée révolutionnaire. » Et M. Eugène Fournière : « Les Chambres syndicales *ne peuvent être que* des centres de propagande, tendant vers un but commun, et cela au moyen de leur fédération, afin de faire la révolution dans les idées, qui doit précéder la révolution sociale ».

Le Congrès vota la création de la *Fédération du Parti des Travailleurs socialistes de France*.

La *Fédération* serait divisée en six régions : 1^o celle de Paris (ou du centre) ; 2^o celle de Lyon (ou de l'Est) ; 3^o celle de Marseille (ou du Midi) ; 4^o celle de Bordeaux (ou de l'Ouest) ; 5^o celle de Lille (ou du Nord) ; 6^o celle d'Alger (ou de l'Algérie). Chaque région serait autonome. La *Fédération* tiendrait

1. Aujourd'hui député de Paris.

chaque année un congrès régional, où serait nommé un comité général exécutif.

Ainsi, la mainmise du socialisme politique sur le mouvement syndical était un fait accompli.

La période purement corporative du syndicalisme français avait pris fin.

CHAPITRE II

DU CONGRÈS DE MARSEILLE AU CONGRÈS DE NANTES (1879-1894)

Après le Congrès de Marseille, les chefs politiques du nouveau mouvement socialiste français allèrent à Londres consulter Karl Marx, Frédéric Engels et Paul Lafargue. Il s'agissait de formuler le programme que l'on ferait ensuite adopter par les congrès régionaux et par le Congrès national de la *Fédération du Parti des Travailleurs socialistes*.

Marx accepta de rédiger les considérants du programme. Ils parurent à Engels « un chef-d'œuvre d'argumentation saisissante » (1). On y lisait :

Considérant :

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race.

1. Voir les lettres d'Engels publiées par le *Mouvement socialiste* du 1^{er} novembre 1900.

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production puissent leur appartenir : 1^o la forme individuelle qui n'aura jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ; 2^o la forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste.

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive, — ou prolétariat — organisé en parti politique distinct.

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation...

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes. »

Suivait l'énumération de réformes d'ordre exclusivement politique, puis de réformes économiques dont les principales étaient le repos hebdomadaire, la journée de huit heures, le minimum de salaire, l'égalité de salaire pour les deux sexes, l'enseigne-

ment professionnel, les retraites ouvrières, la responsabilité des patrons en cas d'accidents du travail, l'interdiction de toute retenue sur le salaire.

C'était un programme de législation ouvrière, assez complet, mais dont la hardiesse n'est plus guère apparente à l'heure actuelle. Cette partie du programme n'était pas l'œuvre de Marx. Elle avait été rédigée par MM. Jules Guesde, Gabriel Deville et Jean Lombard. Frédéric Engels, dans les lettres qu'a publiées en 1900 *le Mouvement socialiste*, écrit à ce propos : « Ce n'est pas nous, mais les Français qui en portent la responsabilité ».

* * *

La Fédération du parti des Travailleurs socialistes devait tenir son congrès général de 1880 au Havre.

Avant le Congrès du Havre, les rédacteurs du programme s'efforcèrent de le faire adopter par les six fédérations régionales.

Ils échouèrent à Bordeaux. Les syndicats de la région bordelaise restaient en majorité fidèles aux anciennes idées corporatives. Leur congrès refusa même, par 50 voix contre 2, d'accepter l'épithète de socialiste.

A Paris, le congrès de *l'Union fédérative du Centre* (tel était le titre qu'avait pris la fédération

parisienne) révéla deux groupes d'opposition, d'une part les anarchistes, d'autre part les syndicalistes modérés. Les anarchistes, groupés dans *le Cercle révolutionnaire des V^e et XIII^e arrondissements*, et représentés par M. Jean Grave, condamnaient toute activité électorale, comme contraire à la véritable propagande révolutionnaire. Les syndicats modérés condamnaient la propagande révolutionnaire comme contraire à la véritable activité syndicale. Leur porte-parole dut se retirer du Congrès. C'était M. Drouet, ouvrier voilier au Havre, délégué des douze syndicats havrais affiliés à *l'Union fédérative du Centre*.

* * *

C'étaient précisément ces syndicats du Havre qui étaient chargés d'organiser le Congrès général.

La commission d'organisation désignée par eux désirait procurer au syndicalisme corporatif une revanche de l'échec éclatant subi à Marseille.

Dans ce but, elle décida de n'admettre au Congrès que les groupes d'au moins vingt-cinq membres, et encore à condition que chaque délégué appartien-
drait à effectivement au groupe qu'il représenterait. On atteignait ainsi deux buts : l'élimination de beaucoup de petits « cercles d'études » ardemment révolutionnaires ; l'interdiction, pour les dirigeants habituels du mouvement révolutionnaire, d'accu-

muler un assez grand nombre de mandats, pour être les maîtres du Congrès. De plus, la commission décidait de se prononcer elle-même sur la vérification des pouvoirs.

Le Congrès s'ouvrit le 16 novembre 1880. La commission invalida les pouvoirs d'un grand nombre de délégués révolutionnaires. Une scission se produisit alors. Pendant que les révolutionnaires allaient tenir à la salle de *l'Union Lyrique*, rue de Fécamp, un congrès qu'ils proclamèrent le véritable « quatrième Congrès national socialiste ouvrier », les réformistes parmi lesquels siégeait M. Auguste Keufer, tenaient leur Congrès salle Franklin, et fondaient *l'Union syndicale*.

L'Union syndicale n'eut d'ailleurs que deux années d'existence. Elle passait pour agréable au gouvernement. En février 1880, un *Bureau des Sociétés professionnelles* avait été créé au ministère de l'Intérieur. C'était l'époque où pendaient devant le Parlement les divers projets ou propositions de loi sur les syndicats qui devaient substituer au régime de la tolérance administrative inauguré par le Second Empire celui de la reconnaissance légale. Il était légitime que le gouvernement songeât à se renseigner sur le fonctionnement et les aspirations des syndicats. Mais les révolutionnaires eurent l'habileté de représenter le *Bureau des Sociétés professionnelles* comme une annexe de la Préfecture de police, et de persuader

aux militants que c'était son influence qui dominait à l'*Union syndicale*. L'*Union* tint deux congrès assez obscurs à Saint-Mandé (1881), puis à Bordeaux (1882). Après quoi elle cessa de se réunir. Elle n'avait jamais groupé plus de vingt-neuf syndicats (1).

La Fédération du Parti des travailleurs socialistes, groupement hétérogène de syndicats et de cercles politiques, d'ouvriers et d'intellectuels, eut aussi ses vicissitudes. Querelles de personnes, querelles de doctrine, querelles de méthode, tout contribua à la diviser en plusieurs tronçons, ayant leurs chefs distincts qui rivalisaient âprement entre eux. Tous se disputaient les syndicats, sauf ce qui sera dit plus bas des blanquistes et des anarchistes. L'histoire, même sommaire, de ces dissensions intestines, sortirait du cadre de cette étude. On en trouve d'ailleurs les éléments excellemment présentés dans quelques ouvrages auxquels il est facile de se reporter (2). Il

1. En fait de rapports avec le ministre de l'Intérieur, les délégués de l'*Union syndicale* s'étaient bornés à rendre visite au ministre le jour de la fête du 14 juillet. Quant à la prétendue immixtion de la police, il est bon de signaler le fait suivant : le délégué au Congrès de Marseille de 1879 qui fit signer par 60 délégués une déclaration concluant à l'appropriation collective de tous les instruments de travail et forces de production à poursuivre par tous les moyens possibles, fut plus tard expulsé des groupes ouvriers quand on apprit qu'il avait été pendant dix ans un agent secret de la Préfecture de police. Voir *Associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 246 et suiv.

2. Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers en France 1876-1897*. Armand Colin éd. Paris 1898. — *le Monde socialiste*.

suffit d'indiquer rapidement la situation telle qu'elle se présentait en 1892.

A cette date, les socialistes se distinguaient en : *blanquistes, guesdistes, broussistes, allemanistes, anarchistes.* *

* * *

Les blanquistes. — Auguste Blanqui, homme d'action avant tout qui passa en prison la moitié de sa longue vie (1), a peu écrit. Les articles et fragments de lui publiés en volumes sous le titre de *Critique sociale* n'ont été réunis qu'après sa mort et ne composent pas une œuvre méthodique.

Partisan convaincu du communisme, il estimait que la conquête socialiste du pouvoir politique ne pourrait être faite que par de petits groupements de minorités audacieuses et disciplinées, entraînant, en quelque sorte par surprise, les masses inertes à un coup de force décisif (2).

Lecoffre, édit. Paris, 1896. — Léon Blum, *les Congrès ouvriers et socialistes français*, 2 vol. de la « Bibliothèque socialiste » société nouvelle d'édition, Paris, 1901. — Daniel Halévy, *Essai sur le mouvement ouvrier en France*. Société nouvelle de librairie, Paris, 1902. — Mermeix, *le Socialisme*. Ollendorf, éd. Paris, 1906. — Zévaès, *le Socialisme en France*, Fasquelle, éd. Paris, 1908.

1. Voir Gustave Geffroy, *l'Enfermé*, Fasquelle, éd. Paris, 1897.

2. Ce fils d'un préfet du premier Empire participa à huit coups de main : émeute de la rue Saint-Denis (1827); journées de juillet 1830; insurrection du 12 mai 1839; journée du 15 mai 1848; soulèvement de la Villette (14 août 1870); journée du 4 septem-

Personnellement, lui et ses disciples immédiats n'avaient jamais fait fond sur le mouvement syndical. Au Congrès que *l'Internationale* tint à Genève en 1866, leur hostilité contre les délégués ouvriers français fut telle que le congrès protesta et, finalement, expulsa les blanquistes. Blanqui se plaignit amèrement. « La proposition de n'admettre que des ouvriers dans *l'Internationale*, c'est l'abdication de toute idée politique et civique, le parquemet des travailleurs dans une existence purement matérielle. C'est leur dégradation intellectuelle et morale, la proclamation de leur infériorité comme caste, c'est une véritable abdication (1) ». J'ai déjà cité la brochure de 1876, *les Syndicaux et leur Congrès*.

Blanqui mourut presque immédiatement après l'amnistie des combattants de la Commune (1^{er} janv. 1881). Ses amis organisèrent *le Comité révolutionnaire central*, qui s'efforça de perpétuer la tradition blanquiste parmi les jeunes générations socialistes.

Mais il arriva que la disparition des anciens blanquistes, et l'autorité de M. Édouard Vaillant, qui pendant son exil à Londres avait fréquenté la personne et l'œuvre de Karl Marx, imprégna fortement

bre 1870 ; insurrection du 31 octobre 1870 ; insurrection du 22 janvier 1871. Outre les condamnations que lui valurent plusieurs de ces mouvements, il fut impliqué deux fois dans des poursuites contre les sociétés secrètes qu'il organisait dès qu'il était en liberté (1832, 1861).

1. *Critique sociale*, t. II, p. 348.

de marxisme la jeune génération blanquiste. Sans rien perdre de leur foi dans l'action méritoire des minorités énergiques, les jeunes blanquistes s'habituaient à penser que l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs *eux-mêmes*. Le syndicalisme leur parut concilier les deux formules : mouvement de minorités audacieuses entraînant les masses inertes à ces incessants coups de main que sont les grèves ; mouvement autonome de travailleurs qui ne puisent qu'en eux-mêmes la force d'émancipation, sans invoquer « ni Dieu ni maître » (c'était la devise de Blanqui), voilà ce que le syndicalisme leur parut être. Ils souhaitèrent passionnément son succès. Et les premiers ils comprirent que, pour respecter et fortifier la double valeur qu'ils lui attribuaient, ils devaient refuser, si tentant qu'il fût, tout embrigadement des syndicats ouvriers dans un parti socialiste, *même dans le leur*.

En 1895, M. Édouard Vaillant écrivait à M. Léon de Seilhac : « A la différence des divers partis ouvriers français qui admettent les adhésions syndicales, nous n'en admettons pas, et nous demandons aux syndicats de n'adhérer à aucun parti politique de façon à pouvoir comprendre la totalité des travailleurs de la corporation » (1).

1. Léon de Seilhac, *le Monde socialiste*, p. 58. Rapprocher le discours prononcé par M. Vaillant au Congrès socialiste de Nancy en 1907 : *le Parti socialiste et la Confédération du travail*, p. 51-72 (Marcel Rivière, éd., Paris, 1908).

Nous retrouverons la trace du blanquisme lorsque nous étudierons la formation de *la Confédération générale du Travail*. Un de ses principaux fondateurs, M. Victor Griffuelhes, était un jeune militant du groupement blanquiste.

* * *

Les guesdistes. — M. Jules Guesde a été le véritable fondateur, en 1879, de *la Fédération du Parti des travailleurs socialistes*. C'est lui dont l'infatigable énergie avait conquis au socialisme politique les milieux d'abord rebelles du syndicalisme ouvrier. Le voyage qu'il fit à Londres pour rencontrer Karl Marx en 1880 le conquit à son tour à la pensée de Marx, ou du moins à ce qu'il en aperçut. Il se lia d'une amitié intellectuelle étroite avec le propre gendre de Marx, Paul Lafargue.

Mais en 1882, il sortit de *la Fédération du parti des travailleurs socialistes* pour fonder *le Parti ouvrier français*.

Il y fit régner un esprit révolutionnaire intransigeant. Mais le guesdisme conçoit la révolution sous l'aspect de « la conquête de l'État, c'est-à-dire du pouvoir central ». C'est pourquoi la conquête, par la lutte révolutionnaire, des sièges au Parlement est l'action révolutionnaire par excellence, la vraie

« lutte de classe » (1). Il ne croit pas à l'efficacité socialiste des réformes.

Touchant l'action syndicale, il professe une doctrine à la fois dédaigneuse et jalouse. Il estime que les améliorations immédiates du sort des ouvriers, que les syndicats peuvent réaliser dans le cadre de la société bourgeoise, sont certes désirables au point de vue humanitaire, mais qu'au point de vue d'une politique scientifique, elles ne font guère avancer la cause de la révolution. Le véritable mérite de l'action syndicale, c'est de donner aux ouvriers, par la considération de leurs intérêts matériels de classe opposante, la conscience intuitive de la nécessité de la lutte des classes, mieux que ne le ferait la propagande doctrinale. Mais ce mérite, l'action syndicale ne l'aura que dans la mesure où elle sera soutenue, guidée par les idées révolutionnaires dont *le parti ouvrier*, organisme politique complet, est le dépositaire. C'est pourquoi il est nécessaire que les syndicats ouvriers s'affilient au parti. Leur rôle n'y sera

1. Résolution votée en 1882, au premier Congrès (à Roanne) du *Parti ouvrier français* : « L'unique objectif politique est la conquête de l'État, c'est-à-dire du pouvoir central ». Voir Léon Blum, *loc. cit.*, t. I, p. 86.

Résolution du Congrès de Roubaix 1894 : « L'œuvre du parti révolutionnaire, c'est de s'organiser solidement, de s'agrandir, en poursuivant sur tous les terrains, notamment sur le terrain électoral, à l'aide de la candidature de classe et d'un programme unique, la lutte contre tous les partis politiques de la bourgeoisie ». *Ibid*, p. 95.

pas négligeable : ils lui apporteront l'appoint des gros bataillons prolétariens ; mais il ne sera pas prépondérant, puisqu'en eux-mêmes ils ne peuvent pas grand chose en fait de révolution politique.

*
* *
*

Les broussistes. — M. Paul Brousse devint le véritable inspirateur de *la Fédération du parti des travailleurs socialistes* après que M. Guesde et ses amis l'eurent quittée en 1882. Il l'engagea dans des voies opportunistes. La scission de 1882 avait été d'ailleurs provoquée par ce fait qu'à l'élection municipale de Montmartre (19 déc. 1881), M. Joffrin, ami de M. Brousse, avait remanié dans un sens transactionnel le programme adopté au Havre.

La devise des broussistes était, comme l'un d'eux l'avait écrit dans leur journal *le Prolétaire* (n° du 19 novembre 1881) : « fractionner notre but jusqu'à le rendre enfin possible ». D'où l'épithète de *possibilistes* que les guesdistes leur jetèrent comme une injure, et dont Brousse, Benoît Malon, M. Eugène Fournière se parèrent avec fierté.

Le moyen d'action que préconisaient surtout les broussistes, c'était la transformation progressive, au fur et à mesure des possibilités, des entreprises privées en services publics incombant, selon les cas, à

l'État, aux communes, ou à telles ou telles institutions spécialement créées.

Quant aux syndicats ouvriers, leur lutte incessante en faveur des améliorations immédiates avait une valeur socialiste éminente, puisque, dans leur sphère, ils contribuaient chaque jour à cette action opportuniste qui est tout le secret du socialisme. Il n'y a pas besoin de coller sur le syndicalisme telle ou telle épithète, de lui inspirer telle ou telle arrière-pensée politique : par le seul fait qu'il poursuit son action réformiste, il travaille pour la révolution, consciemment ou non, peu importe.

*
* * *

Les Allemanistes. — M. Jean Allemane, ouvrier typographe, resta un des principaux collaborateurs de M. Paul Brousse jusqu'en 1890. A cette date, il prit l'initiative d'une scission et fonda *le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire*.

Cette scission fut provoquée par de pénibles froissements de personnes. Elle eut pour prétexte des divergences de doctrine assez confuses. M. Jean Allemane et ses amis n'étaient pas des théoriciens. Dans une curieuse brochure que M. Allemane publia en 1900, *le Socialisme en France*, et où il récapitule les dissensions antérieures, il est malaisé de définir exactement, de formuler en articles positifs, ce qui

l'a séparé des broussistes. On y aperçoit par contre une divergence de « tempérament » qui explique la scission de 1890 et en indique la valeur.

M. Allemane et ses amis représentaient, dans le parti socialiste, l'élément proprement ouvrier : le goût de la lutte, l'ardeur toujours renouvelée. Ils comprenaient fort bien — et leur longue union avec les broussistes, leur hostilité contre M. Jules Guesde en font foi — la valeur de l'opportunisme socialiste, à la fois comme moyen d'amélioration immédiate et comme acheminement vers la révolution totale. Ils étaient d'autant plus accessibles à la compréhension des idées pratiques qu'ils étaient plus éloignés des savantes préoccupations d'école. Mais ils s'attachaient jalousement à conserver une âme d'ouvriers manuels, et la politique broussiste leur semblait trop une politique d'« intellectuels », complexe, dépourvue de la saine rudesse qui convient au prolétariat.

Leur prédilection pour l'action syndicale était vive. De tous les partis socialistes qui se disputaient les syndicats, ce fut *le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire* qui en groupa le plus grand nombre, et leur fit la place la plus prépondérante (1).

1. En 1896, étaient membres influents du parti allemaniste : MM. Eugène Guérard, secrétaire général du Syndicat national des chemins de fer, Hamelin et Paillot, du Comité central de la Fédération du Livre. En 1899, *le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire* recevait encore directement les adhésions syndicales, notamment

Les Anarchistes. — On a désigné sous le nom d'anarchistes, dans une terminologie devenue courante, ceux des communistes qui se flattent de réaliser la révolution par la destruction de toute autorité. Quelques pages de Proudhon, mais surtout de Bakounine, résument leur idée maîtresse (1).

« L'abolition de l'État doit être la condition première et indispensable de l'affranchissement de la société, après quoi seulement elle peut et doit s'organiser d'une autre manière ; mais non pas de haut en bas, et d'après un plan idéal rêvé par quelques sages ou savants, ou bien à force de décrets lancés par quelque force dictatoriale ou même par une assemblée nationale élue par le suffrage universel. Un tel système mènerait inévitablement à la création d'un nouvel État, et conséquemment à la formation d'une aristocratie gouvernementale, c'est-à-dire d'une classe entière de gens n'ayant rien de commun avec la masse du peuple ; et certes cette classe recommencerait à l'exploiter et à l'assujettir sous prétexte de bonheur commun ou pour sauver l'État. La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association ou fédération des

celles des forgerons et des serruriers en voiture. — Cf. De Scilhac, *le Monde socialiste*. Lecoffre, éd., Paris, 1896, p. 14. — Albert Rubord, *le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire*, in *Mouvement socialiste* du 1^{er} juin 1899.

1. Consulter surtout : Gide et Rist, *loco citato*.

travailleurs, dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les nations, et finalement dans une grande fédération internationale. » (*La Commune de Paris*, p. 15.)

En 1892, les théoriciens les plus notoires du communisme anarchiste étaient le prince Kropotkine, l'illustre géographe Elisée Reclus et M. Jean Grave (1).

Les anarchistes avaient pris part à la fondation de la *Fédération du parti des Travailleurs socialistes*. Un certain nombre de leurs groupements étaient représentés par M. Jean Grave en personne au Congrès régional parisien de 1880. Au Congrès du Havre, ils firent cause commune avec les collectivistes contre les syndicalistes modérés. Ensuite, ils se séparèrent d'eux à propos de l'action électorale. Les anarchistes sont des abstentionnistes fervents. Ils attribuent à l'abstention électorale la même valeur éminente que beaucoup de socialistes attribuent à la conquête des mandats législatifs.

En même temps les anarchistes restreignirent, tout comme les guesdistes, la portée révolutionnaire du syndicalisme. On lisait dans le numéro du 13 août 1882 de leur journal *le Révolté*, à propos du syndicat : « C'est avant tout une organisation de lutte.

1. Kropotkine, *Paroles d'un révolté*. Flammarion, éd., Paris; *la Conquête du pain*. Stock, éd., Paris. — Jean Grave, *la Société mourante et l'Anarchie*. Stock, éd., Paris, 1893; *la Société future*. Stock, éd., Paris, 1895.

Comme tel il doit s'adapter aux conditions actuelles pour pouvoir lutter contre la bourgeoisie. Plus tard il devra disparaître, ou se modifier, faire place à des associations libres de production ». Dans le numéro du 30 septembre 1882, le groupe anarchiste du XI^e arrondissement publiait un manifeste où on lisait : « Puisque la révolution violente est notre seule voie de salut, nous n'avons, en dehors d'elle, ni temps, ni efforts à perdre ».

*
* *

Pendant ce temps, les syndicats ouvriers étaient devenus de plus en plus nombreux et agissants. La loi du 21 mars 1884 avait favorisé à la fois leur formation et leur tendance à s'unir entre eux (1).

1. A la veille du vote de la loi, M. Allain-Targé, dans son rapport à la Chambre des députés, estimait le nombre des syndicats à 500. En 1890, *l'Annuaire des syndicats* donnait 1006 syndicats ouvriers groupant 132.008 membres; en 1896, 2.243 syndicats et 422.000 syndiqués.

Quant aux fédérations de syndicats ouvriers, quatre d'entre elles avaient été fondées avant le vote de la loi : celles des chapeliers (1879) ; celle des typographes (1881) ; celle des mineurs et celle des mouleurs (1883). Deux fédérations furent fondées en 1884, celle des lithographes et la fédération culinaire. En 1893, on comptait en outre celles des chemins de fer, des métallurgistes, de la voiture, du tabac, des coupeurs-brocheurs, des ouvriers des postes, des allumettiers, des cuirs et peaux, des employés, du cuivre.

Sur le développement des syndicats, voir notamment : Pau

Nous rencontrons ainsi deux institutions qu'il est essentiel d'étudier : *la Fédération nationale des Syndicats et les premières bourses du travail.*

*
* *
*

La Fédération nationale des syndicats. — Nous avons vu comment l'idée d'associer tous les syndicats ouvriers, pour les revendications communes à tout le prolétariat, n'aboutit d'abord qu'à la constitution d'organisations purement politiques.

Mais en 1882 se produisirent deux manifestations tendant à la constitution d'un groupement qui associerait les syndicats à l'exclusion des groupes purement politiques.

Un groupe fut formé à Paris, dans le V^e arrondissement : *l'Organisation corporative des travailleurs*. Il adopta une déclaration de principes très nette : « L'idée qui aujourd'hui, et avec raison, domine chez les ouvriers, est qu'ils doivent eux-mêmes, avant tout, s'occuper de leurs propres affaires... Or, cela ne se peut avec compétence et efficacité que sur la base corporative. » Cette déclaration fut développée dans une brochure publiée en

Louis, *Histoire du mouvement syndical*, p. 188 et suiv. — Paul Pic, *Traité de Législation industrielle* p. 397 et suiv. (3^e éd. Rousseau 1908, à Paris) Zévaès, *le Syndicalisme contemporain*, p. 100 et suiv.

1883 (1), dont les auteurs, tous ouvriers (2), esquisaient un plan de révolution sociale complète par la seule action des syndicats : « Par l'organisation corporative se résout simultanément le triple problème de la production, de la circulation et de la consommation. La corporation a son grand livre, sa banque, ses ateliers et ses bazars, ses écoles professionnelles, ses laboratoires d'invention, son *Moniteur* et sa statistique, ses assurances et ses retraites. Il y a une représentation de la corporation, conseils d'atelier, chambres corporatives locales ou régionales, congrès corporatifs nationaux et internationaux. Et il y a aussi un comité exécutif corporatif et un jury corporatif, voire même un tribunal arbitral international de travailleurs... »

A la même époque, la *Fédération syndicale de Bordeaux* lançait un *Appel aux corporations* dans le journal *la Bataille* (3) : « Qui de nous ne pense que l'heure a sonné où le travailleur, débarrassé désormais d'une partie de ses entraves despotiques, doit se dresser énergique, implacable, en face de son grand maître, le patronat ? Nous proposons à tous les syndicats et groupes corporatifs de créer une

1. *L'Organisation corporative des travailleurs*, cité in *l'Évolution du syndicalisme en France*, par M^{lle} Kristsky, p. 168 et suiv. (Giard et Brière, éd. Paris, 1908).

2. Ils s'appelaient Camille Adam, Gautier, Avraissart, Condore, Deuchère, Hamet, Lévy.

3. N° 127. C'était un journal socialiste fondé par Lissagaray.

fédération réunissant toutes les corporations et établie sur des bases tout à fait contraires à celles sur lesquelles repose *l'Union syndicale* (1) : créer une caisse de résistance et des moyens de secours pour organiser la lutte ; combattre tous les moyens de conciliation préconisés par *l'Union syndicale* qui n'ont produit jusqu'à ce jour que des résultats favorables au patronat ; enfin faire l'éducation sociale des travailleurs séparée de toute question politique. Pour les Chambres syndicales organisatrices des ouvriers mécaniciens, des ébénistes, des villardiers, et des ouvriers en verre noir... »

Le terrain était ainsi préparé lorsqu'en 1886 se réunit à Paris une conférence internationale ouvrière présidée par M. Chabert, socialiste possibiliste. La conférence avait pour objet l'organisation d'une exposition ouvrière pendant l'Exposition universelle de 1889 et l'étude de questions pratiques relatives à la législation ouvrière (2). On y agita officiellement l'idée de convoquer en congrès tous les syndicats français, à quelque parti politique qu'ils adhérassent, et sans intrusion d'aucun groupement politique. *La Chambre syndicale des tisseurs de Lyon* accepta d'organiser ce congrès (3).

1. Fondée par les syndicats modérés après le Congrès du Havre.

2. Voir le compte rendu dans l'ouvrage de M. Léon de Seilhac : *les Congrès ouvriers*, p. 182 à 192.

3. Pour le compte rendu du Congrès de Lyon, *ibid.*, p. 192 à 203.

C'était un syndicat puissant, ayant plusieurs milliers d'adhérents. Il y régnait un esprit modéré. Elle s'entendit avec 41 autres syndicats lyonnais pour élaborer un ordre du jour excluant, croyaient-ils, les questions susceptibles de donner lieu à des débats politiques. Elle plaça en tête : Projet de fédération de tous les syndicats ouvriers.

Les pouvoirs publics avaient une telle confiance dans la modération des organisateurs que d'importantes subventions furent accordées : 5.000 francs par le ministère du commerce, 2.000 par le conseil général du Rhône, 2.000 par le conseil municipal de Lyon.

Les syndicats modérés, espérant que l'exclusion des cercles d'études politiques leur permettrait de retrouver la majorité de 1876 et de 1878, se firent représenter au congrès.

Mais les syndicats socialistes furent plus nombreux encore. Si, au lieu d'accorder uniformément une voix à chaque syndicat, on avait donné un nombre de voix proportionnel au nombre des syndiqués, il n'en aurait peut-être pas été ainsi. En effet, les syndicats modérés avaient de bien plus gros effectifs.

Quoi qu'il en soit, le congrès, ouvert le 11 octobre 1886, repoussa la loi du 21 mars 1884 et l'institution d'un conseil supérieur du travail au ministère du Commerce. A leur Congrès de Rennes en 1884, les socialistes possibilistes avaient « déclaré œuvre de

police et de réaction la loi du 21 mars 1884 et engagé toutes les Chambres syndicales et les groupes ouvriers à se grouper pour résister solidairement à la mise en œuvre de cette loi ». Quant à M. Jules Guesde, il avait écrit ironiquement dans *le Cri du peuple* (1) du 26 février 1884 : « Pourvu qu'ils dénoncent à la police de la Commune ou de l'État, en même temps que le texte de leurs statuts, le nom de leurs administrateurs ou directeurs... ; qu'ils ne se concertent ou ne s'unissent entre eux que dans la mesure où en aura été avisée une des deux polices susnommées ; les syndicats — sous la menace de 16 à 300 francs d'amende — auront désormais toute liberté... » Au Congrès de Lyon, M. Dumay, possibiliste, déclara « dans cette loi tout est un piège ». Le congrès fut de son avis et la loi fut condamnée par 4 voix contre 29 et 7 abstentions.

Les syndicalistes modérés, venus pleins d'espoir au Congrès, avaient tout de suite aperçu que le mode de votation adopté assurait la victoire aux révolutionnaires. C'est pourquoi ils se décidèrent à prendre parti contre la formation d'une fédération de tous les syndicats ouvriers, craignant qu'elle ne devint une doublure des partis socialistes. Ils mirent en avant les difficultés pratiques d'organisation. Mais

1 Journal socialiste fondé en 1883 par Jules Vallès, avec la collaboration de M. Jules Guesde, Gabriel Deville, Émile Massard et Eugène Fournière.

les socialistes ne s'y trompèrent pas, et firent bloc pour la création du nouvel organisme. En sorte que par une singulière inversion, la fédération, d'abord conçue comme un moyen de soustraire l'action syndicale à l'intrusion de la politique, fut décidée ensuite comme moyen d'asseoir définitivement l'influence socialiste sur l'ensemble des syndicats, étant entendu qu'elle serait commune aux diverses fractions politiques du socialisme.

Voici d'ailleurs quelle fut la résolution adoptée par 90 voix contre 15 et 4 abstentions :

Considérant qu'en face de la puissante organisation bourgeoise faite sans et contre le prolétariat, il appartient non seulement à ce dernier, mais qu'il est de son devoir de créer, par tous les moyens possibles, des groupements et des organisations ouvrières pour les mettre en face de ceux de la bourgeoisie, à titre défensif et, nous l'espérons, bientôt offensif.

Considérant, d'autre part qu'il existe déjà depuis plusieurs années d'autres fédérations ouvrières tenant en main haut et ferme le drapeau du prolétariat (1) et qu'il serait dangereux de laisser à la bourgeoisie qui possède le monopole de la presse et, par conséquent des renseignements, des nouvelles et des communications, le loisir de jeter la discorde et la haine dans ces deux organisations.

1. Il s'agissait des deux organisations socialistes rivales : la *Fédération du parti des travailleurs socialistes* (broussistes) et le *Parti ouvrier français*, les guesdistes.

Pour ces raisons la Fédération nationale des Chambres syndicales se déclare sœur de toutes les fédérations socialistes ouvrières existantes, les considérant comme une armée tenant une autre aile de bataille, ces deux armées devant, dans un moment peu éloigné, faire leur jonction sur un même point pour écraser l'ennemi commun, le capitalisme.

Considérant que toute organisation ouvrière, qui n'est pas pénétrée de la distinction des classes par le fait même de la situation politique et économique de la société actuelle et qui n'existe que pour donner un acquiescement aux volontés bourgeoises et gouvernementales ou présenter de petites observations respectueuses et par conséquent humiliantes pour la dignité du prolétariat, ne peut pas être considérée comme faisant partie des diverses armées ouvrières marchant à la conquête de leurs droits.

Pour ces raisons, la première commission propose au Congrès d'accepter le projet du citoyen Sartarier :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une fédération nationale.

Suivait l'indication des rouages qui constitueraient la fédération : dans chaque ville ou agglomération de communes comptant au moins cinq syndicats, un conseil fédéral local comptant un délégué par syndicat (quelle que fût l'importance du syndicat) ; dans chaque agglomération de dix départements, un conseil fédéral régional, composé de deux délégués par département ; pour l'ensemble du territoire, un conseil général fédératif siégeant au lieu du Congrès annuel.

La Fédération nationale des syndicats fonctionna pendant neuf années (1886-1894). Elle tint cinq congrès : à Montluçon, en 1807 ; à Bordeaux, en 1888 ; à Calais, en 1890 ; à Marseille, en 1892 ; à Nantes, en 1894. Mais elle souffrit de deux tares en quelque sorte congénitales.

La première était ce qu'il y avait d'artificiel dans la superposition de ses rouages. Le siège du conseil général fédératif était déplacé avec chaque congrès, et fixé parfois dans des centres médiocres ; les syndicats adhérents ne pouvaient y déléguer des représentants sérieusement mêlés à leur action quotidienne ; ils étaient contraints de confier leur représentation à des militants des syndicats locaux, en sorte que toute l'action de la fédération reposait sur des hommes enfermés dans des horizons étroits, sans communication réelle avec l'ensemble des forces ouvrières, et qui d'ailleurs changeaient tous les ans. L'intermédiaire des « conseils fédéraux régionaux ». fut aboli dès 1887, l'expérience ayant montré qu'il était impossible de les constituer suivant le mode bizarre, qui consistait à créer des cadres de dix départements déterminés au hasard, sans tenir compte de la réalité des régions industrielles et professionnelles. En sorte que le conseil général fédératif fonctionnait absolument à vide. Sans action propre au point de vue du groupement professionnel, il ne pouvait manquer de céder à la tentation de se

mêler à l'action politique de l'un ou de l'autre des partis socialistes, qui lui apporterait une méthode d'action toute faite. Ce qui arriva.

Et ce fut la deuxième tare de *la Fédération nationale des syndicats*. Les guesdistes réussirent à la dominer complètement, et à en faire une simple annexe du *Parti ouvrier français*.

* * *

La Fédération des Bourses du Travail. — Parallèlement à la *Fédération nationale des syndicats* fut constituée, en 1892, la *Fédération des Bourses du Travail*.

Elle sut avoir tout de suite un caractère beaucoup plus réaliste que sa devancière.

On sait qu'en 1846, l'éminent économiste de Molinar avait projeté de favoriser, le jeu de la loi naturelle de l'offre et de la demande, en ce qui concerne le travail des ouvriers, par une institution analogue aux bourses de commerce et de valeurs mobilières. Il tenta de faire de son journal *le Courrier français* une sorte de « cote du travail » en y inscrivant des offres et des demandes d'emploi. Puis il fonda à Bruxelles un journal qu'il intitula *la Bourse du Travail* (1).

1. M. Martin Saint-Léon a signalé, dans son livre classique sur le compagnonnage, que des institutions de ce genre ont fonctionné à Chartres et à Angers, sous le premier Empire.

Après la révolution de 1848, M. Ducoux, Préfet de police, reprit ce projet, mais en l'élargissant. Il voulait assurer aux corps de métiers un local aménagé pour la tenue de bureaux de placement et l'installation de services de statistique et de documentation. Il adressa à la commission municipale de Paris un projet qu'il présenta de nouveau, le 3 février 1851, à l'Assemblée Législative. L'Assemblée le renvoya au conseil municipal de Paris, et il n'en fut plus question pendant vingt-cinq ans.

Le 24 février 1875, M. Delattre, conseiller municipal de Paris, reprit la question d'une façon très limitée : il proposa d'aménager, dans le quartier de la Villette, un local pour l'embauchage des ouvriers du port de Paris. Le 18 juillet 1878, le conseil municipal vota la création d'un abri permanent sur le boulevard de la Chapelle. Il ne s'agissait que de quelque chose de semblable à la fameuse « grève » des ouvriers du Bâtiment, établie depuis un temps immémorial derrière l'Hôtel de Ville.

Mais en juin 1886, un Congrès régional parisien de la *Fédération du Parti des Travailleurs socialistes* réclama l'organisation à Paris d'une Bourse centrale du Travail, dont l'organisation serait confiée exclusivement aux Chambres syndicales ouvrières. Trois conseillers municipaux, MM. Mesureur, Chaumpey et Millerand, demandèrent alors au conseil municipal d'étudier la question. Une commission

fut nommée qui, le 5 novembre 1886, proposa la construction d'un immeuble pour les syndicats ouvriers de Paris et, en attendant, l'aménagement d'une maison sise rue Jean-Jacques-Rousseau. Celle-ci fut inaugurée le 3 février 1887 ; (l'immeuble de la rue du Château-d'Eau ne fut inauguré que le 22 mai 1892).

L'exemple de Paris fut suivi en 1888 à Marseille, en 1889 à Toulon, en 1890 à Toulouse et à Bordeaux, en 1891 à Béziers, Montpellier, Tours, Le Puy, Cholet, Lyon ; en 1892 à Cognac, Saint-Nazaire, Villeneuve-sur-Lot, Angers, Boulogne-sur-mer, Clermont-Ferrand, Alger.

Lorsqu'en 1892 la Bourse de la rue du Château-d'Eau fut remise aux syndicats parisiens, le président du conseil municipal, M. Sauton, déclare qu'elle serait « un instrument de pacification sociale (1) ».

Inversement, lorsqu'en 1893 le président du conseil des ministres, M. Charles Dupuy, fit fermer la Bourse du Travail, M. Jules Guesde écrivit dans le journal *Le Matin* « M. Dupuy, en encombrant de sa police et de ses troupes à cheval l'impasse syndicale et corporative dans laquelle menaçaient de s'égarer un trop grand nombre de travailleurs, a rejeté dans le mouvement politique, c'est-à-dire dans la vraie voie socialiste, le parti ouvrier tout entier, désormais

1. Cité par M. Zévaès in *le Syndicalisme contemporain*, p. 122.

convaincu qu'en dehors du gouvernement conquis par la classe ouvrière, il n'y a pas de salut (1) ».

M. Sauton et M. Guesde se trompaient également. Et il n'était pourtant pas besoin d'une divination bien particulière pour pressentir, dès cette époque, que les Bourses du Travail seraient pour les syndicats, d'une part, de puissants instruments de lutte révolutionnaire ; d'autre part, des écoles d'indépendance à l'égard des partis socialistes fondés pour la conquête du pouvoir politique.

En effet, associer entre eux tous les syndicats d'une même région, à quelque profession qu'ils ressortissent, n'est-ce pas attirer invinciblement leur attention sur les revendications d'ordre général qui peuvent être communes à tous les salariés, c'est-à-dire sur la « lutte des classes » aperçue dans son ensemble ? Et, une fois ces syndicats associés, leur dispenser généreusement les moyens matériels d'action, n'est-ce pas favoriser la vitalité des petits syndicats, à maigres effectifs, à caisses pauvres, ne groupant que les minorités énergiques, et partant décidés aux luttes extrêmes où ils n'ont pas gros bagage à risquer ? On a souvent remarqué que les unions locales de syndicats de tous métiers, et l'assistance des pouvoirs publics aux syndicats pauvres, sont à peu près inconnues en Angle-

1. Cité par M. Léon de Seilhac in *les Congrès ouvriers en France*, 2^e série (1893-1906). Lecoffre éd. Paris, 1908.

terre, aux États-Unis, en Allemagne, où le mouvement fédératif tend exclusivement à fédérer entre eux les syndicats de même profession, ce qui limite leur horizon à une action corporative, et où ces syndicats, riches, et ne se maintenant que par leur propre richesse, sont enclins à la modération et à l'opportunisme. Mais qu'un syndicat de tailleurs de pierre, un syndicat de typographes, s'unissent avec un syndicat de boulangers et un syndicat de charrons, il est bien naturel que leur union les amène à envisager non seulement leurs intérêts professionnels respectifs, mais ce qui fait le fond commun de leurs diverses luttes corporatives, l'hostilité révolutionnaire contre le système capitaliste. Ils auront beau s'attacher à des tentatives d'utilité immédiate, telles que le placement gratuit ou l'organisation du « viatique » pour les ouvriers ambulants — et les Bourses du Travail françaises ont accompli à cet égard une œuvre considérable (1) — le souffle profond qui les animera, même là, ce sera celui de la guerre sociale. Et les Bourses du Travail feront figure, sur tout le territoire, de véritables places fortes de l'armée révolutionnaire (2).

1. Voyez Paul Delesalle, *les Bourses du Travail*, un vol. de la Bibliothèque du mouvement prolétarien. Marcel Rivière, éd., Paris, 1910.

2. Cf. les analyses concordantes de deux écrivains qui professent des opinions sociales pourtant bien opposées : Léon de Seilhac. *loc. cit.*, p. 1 à 6. — Paul Louis, *Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906)*, p. 207 à 211 (Alcan éd., Paris, 1907).

D'autre part, du moment qu'on unit tous les syndicats d'une même région, on les amène à faire abstraction, dans leur conception révolutionnaire, des diverses étiquettes dont se parent les partis politiques.

Il ne faut plus que rien vienne empêcher un syndicat blanquiste et un syndicat allemaniste de faire cause commune ; il ne faut plus que les anarchistes eux-mêmes trouvent dans le nouvel organisme rien qui leur ferme l'accès de l'action syndicale. Et ainsi, prenant le contrepied de la méthode suivie par *la Fédération nationale des syndicats*, les dirigeants des Bourses du Travail se donnèrent pour tâche de reprendre à pied d'œuvre la tentative d'union de tous les syndicats ouvriers en dehors des tutelles politiques ; non plus, cette fois, dans un esprit de modération réformiste, mais dans un esprit ardemment révolutionnaire.

Le procédé consista à provoquer une fédération nationale des Bourses du Travail.

Les promoteurs de la fédération se trouvèrent être les dirigeants allemanistes de la Bourse du Travail de Paris. Ils espéraient disloquer bientôt, par la concurrence, *la Fédération nationale des syndicats* affiliée au parti guesdiste.

Au mois de février 1892, une dizaine de Bourses du Travail (sur 14 qui existaient alors) envoyèrent des délégués se réunir en congrès à Saint-Étienne.

L'organisation d'une union permanente, avec comité fédéral et secrétariat, fut décidée.

Et c'est alors que parurent deux hommes, dont le rôle fut d'une importance capitale : Fernand Pelloutier, et M. Aristide Briand.

*
* *

Fernand Pelloutier (1) était issu d'une vieille famille de protestants vaudois, fixée à Nantes depuis le xviii^e siècle. Il naquit à Paris en 1867. Il avait, dans un corps que ravageait la maladie (il mourut à trente-quatre ans d'une tuberculose particulièrement atroce) une âme ardente et généreuse, une intelligence lucide, une volonté tenace. Les hommes qui l'ont connu ont gardé de lui un souvenir profond.

Élevé au petit séminaire de Guérande, puis au collège de Saint-Nazaire, il se lia tout jeune avec M. Aristide Briand. Tous deux firent ensemble, dans la Loire-Inférieure, leurs premières armes de politique et de journalisme : en 1885, campagne pour la liste républicaine aux élections législatives ; puis collaboration au journal *la Démocratie de l'Ouest* ;

1. Voyez Victor Dave : préface à *l'Histoire des Bourses du Travail*. Paris, Schleicher, éd., 1902. — *Fernand Pelloutier* in *Portraits d'hier*, 1^{er} oct. 1909 — Briat, *Fernand Pelloutier* in *le Mouvement socialiste*, 1^{er} avril 1901.

en 1889, candidature législative, à Saint-Nazaire, de M. Briand comme radical revisionniste.

En 1891, M. Briand quitta le barreau de Saint-Nazaire. Fernand Pelloutier fonda dans cette ville une section du *Parti ouvrier français* (guesdiste). Il devint alors l'âme du mouvement socialiste dans la Loire-Inférieure, mais abandonna vite la formule guesdiste. En septembre 1892, quelques mois après la fondation d'une Bourse du Travail à Saint-Nazaire, il se fit déléguer par elle à un congrès régional de l'ouest de la *Fédération des travailleurs socialistes*, siégeant à Tours.

Et il y lança l'idée de la « grève générale révolutionnaire ».

Certes Pelloutier et M. Briand ne furent pas les inventeurs de la théorie d'après laquelle la « révolution sociale » se fera non par la conquête des pouvoirs publics, mais sous forme d'une immense grève, d'une grève universelle, qui frappera au cœur, d'un seul coup, l'organisation capitaliste.

En 1888, il en avait été question au congrès guesdiste tenu par la *Fédération nationale des syndicats* au Bordeaux-Bouscat. Mais l'idée ayant déplu aux chefs politiques du Parti ouvrier français, qui la jugeaient ruineuse pour la « conquête des pouvoirs publics », les chefs ouvriers s'étaient docilement inclinés.

Les allemanistes parisiens venaient de la reprendre à leur congrès régional.

Pelloutier la présenta aux broussistes de l'ouest, et l'on sait que les broussistes, au point de vue de la modération et de l'opportunisme, étaient à la droite des troupes socialistes.

Déjà, en cette circonstance, il témoigna de son esprit réalisateur et de son goût de l'organisation méthodique. Dans son rapport (1), il proposait d'organiser à l'avance des sociétés coopératives de consommation qui seraient chargées, le grand moment venu, de créer, pour nourrir les grévistes, un service d'approvisionnements de réserve, « établi sur le modèle des services d'intendance » (2).

Quelques jours plus tard, au début d'octobre 1892, le Congrès national allemaniste de Saint-Quentin acclamait la grève générale révolutionnaire.

Enfin, et ce fut la grosse partie à jouer, on réussit à faire inscrire la question à l'ordre du jour du Congrès de la *Fédération nationale des syndicats*, siégeant à Marseille, du 19 au 22 septembre 1892.

De tous les milieux, le milieu des syndicats guesdistes était le plus réfractaire à la grève générale révolutionnaire. Il ne fallait pas moins, pour le convaincre, qu'un protagoniste armé d'autant de talent que de conviction. Pelloutier, qui ne pouvait pas être partout, n'alla pas à Marseille. D'ailleurs, récent

1. Publié en 1893, par *l'Avenir social de Dijon*.

2. V. Heuri Girard et Fernand Pelloutier. *Qu'est-ce que la grève générale?* Brochure de la librairie socialiste, s. d.

transfuge du guesdisme, il y eût été mal à l'aise. Mais, absent de corps, sa pensée y fut présente, et représentée avec un des plus merveilleux talents de politique et d'éloquence qui aient jamais brillé dans le socialisme. La Bourse du Travail de Saint-Nazaire et le syndicat des métallurgistes de Trignac avaient délégué au Congrès de Marseille M. Aristide Briand.

Ce qui devait arriver arriva. M. Briand réussit à se faire nommer rapporteur de la question de la grève générale. Il fit un rapport favorable, dont il développa les conclusions avec l'habileté qu'on lui sait. Et son rapport fut adopté par le Congrès (1).

Les chefs politiques du guesdisme en furent interloqués. Le Congrès du *Parti ouvrier français*, qui se réunit à Marseille immédiatement après le Congrès syndical, vota l'ordre du jour pur et simple.

*
* *
*

Ils se reprirent bientôt, décidèrent d'engager à fond la bataille contre la grève générale, connurent une défaite retentissante, et du même coup ils perdirent leur influence pratique sur le mouvement syndical et provoquèrent la concentration de tous les syndicats

1. V. V^e *Congrès national des syndicats*, compte rendu recueilli dans les archives de la Bourse du Travail de Marseille, Paris; Marcel Rivière, édit. 1909.

révolutionnaires sur le terrain d'une action purement syndicale, indépendante des partis politiques.

Le Congrès syndical de Marseille avait décidé que le Congrès suivant serait tenu à Marseille en 1894, et chargé les syndicats nantais de l'organiser.

Par une précaution nouvelle, le Congrès politique du *Parti ouvrier français*, également convoqué à Nantes, devait être tenu quelques jours avant le Congrès syndical. Effectivement, il siégea du 14 au 16 septembre 1894, et à l'unanimité (1) répudia l'idée de la grève générale : « instrument inégal et partiel de défense dans la présente société, à plus forte raison, la grève ne saurait-elle être, même généralisée, l'outil de l'affranchissement ouvrier. Préparer la grève générale, ce serait conduire le prolétariat dans une impasse, le diviser contre lui-même en grévistes et non-grévistes, ce serait immobiliser, dans la lutte pour la libération commune, les travailleurs des campagnes et organiser nous-mêmes notre défaite. C'est sur le terrain politique que le prolétaire est l'égal du capitaliste, supérieur même au capitaliste, puisque les prolétaires sont le nombre ; ce n'est que par l'action politique, par la conquête du pouvoir politique, que les travailleurs organisés pourront s'émanciper ».

Il s'agissait bien de dicter au Congrès syndical la

1. M. Jaurès était à ce congrès. V. Zévaès, *loc. cit.*, p. 114.

rétractation du vote de Marseille. Mais, depuis deux ans, les partisans de la grève générale n'avaient rien négligé pour triompher.

Leur triomphe était assuré dès le moment que le Congrès de Nantes serait ouvert non seulement aux syndicats guesdistes, mais à tous les autres. Les syndicats allemanistes étaient tout acquis à la grève générale. Au Congrès régional parisien de mai 1894, les allemanistes avaient déclaré que « le triomphe des revendications ouvrières n'est possible que dans l'action insurrectionnelle des travailleurs du monde entier, soutenant et fomentant une grève générale, entraînant toutes les volontés vers le même but ». A leur Congrès national de Dijon (14-22 juillet), ils avaient invité le futur Congrès de Nantes à organiser pour 1895 un Congrès international ayant pour objet unique l'étude de la grève générale, se réservant en cas de refus de convoquer eux-mêmes le dit Congrès (1). Quant à la *Fédération des Bourses du Travail*, centre du mouvement le plus ardent pour la grève générale, elle s'était, depuis son Congrès de Saint-Étienne, fortifiée en nombre et en organisation. Des Bourses avaient été créées à Narbonne, Nice, Angoulême, Dijon, Besançon, Rennes, Nantes, Saumur, Perpignan, Boulogne-sur-Seine, Chaumont et

Voir Léon Blum. *loc cit.*, t. II, pages 143 et suiv. — Allemane, *loc cit.*, p. 50,

Clichy, Deux Congrès avaient eu lieu : à Toulouse, du 12 au 15 février 1893, et à Lyon, du 25 au 27 juin 1894 ; ce dernier réunissait les délégués de toutes les Bourses ; au vote sur la grève générale, il y eut 24 voix pour, 2 contre et 5 abstentions.

Le Congrès syndical de Nantes resterait-il un congrès fermé où seuls auraient accès les syndicats affiliés à la *Fédération nationale des Syndicats* ? Serait-il au contraire ouvert à tous les syndicats sans restriction ? Naturellement, les chefs guesdistes luttèrent énergiquement pour faire prévaloir la première solution. Mais les syndicats nantais étaient favorables à la seconde. Cette attitude hérétique se réclamait de la décision d'un Congrès général des syndicats qui avait été organisé à Paris en 1893 par la *Fédération des Bourses du Travail*. Là s'étaient rencontrés des délégués de toutes les organisations rivales qui, sous le coup de l'émotion provoquée dans tous les syndicats par la fermeture de la Bourse du Travail de Paris, avaient émis le vœu que la *Fédération nationale des Syndicats* et la *Fédération des Bourses du Travail* s'unissent de façon permanente et méthodique et que, pour commencer, toutes les Bourses du Travail, toutes les fédérations de métiers, tous les syndicats isolés fussent convoqués au Congrès de Nantes.

Après d'irritantes et multiples contestations entre le comité national de la Fédération et la commission

locale de Nantes (1), celle-ci finit par l'emporter. Le 17 septembre 1894, le congrès ouvrit sa session : 43 délégués représentaient 21 Bourses du Travail, 30 fédérations de métiers et 204 syndicats isolés.

Parmi les délégués, Fernand Pelloutier et M. Aristide Briand, qui allaient conduire à la victoire les partisans de la grève générale. M. Raymond Lavigne dirigeait les vieilles troupes guesdistes.

Le débat et le vote sur la grève générale occupèrent toutes les séances des 18, 19 et 20 septembre (2).

M. Aristide Briand commença par rappeler que la grève générale avait été adoptée à Marseille et que les syndicats n'avaient pas à se déjuger, à moins qu'on ne leur apportât des arguments nouveaux. Recherchant quels pouvaient être ces arguments, il réfuta d'abord celui tiré du caractère romantique de la grève générale, en invoquant la nécessité des grandes idées généreuses et des drapeaux déployés pour rallier les ouvriers en leur mettant au cœur l'enthousiasme et la foi dans la victoire. Passant ensuite à l'impossibilité matérielle qu'on alléguait, il prit textes des récentes grandes grèves de Belgique pour montrer que tout dépendait d'une préparation soigneuse et

1. Voir Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers*, 1^{re} série, p. 260 à 263; 2^e série, p. 27 à 29.

2. Voir *Compte rendu des travaux du congrès tenu à Nantes*, Nantes, impr. G. Schwob, 1894.

d'une organisation méthodique et résolue (1). Élevant ensuite le débat jusqu'à ces considérations morales qui, lorsqu'elles sont éloquemment exposées, plaisent tant aux ouvriers français, il montra le principe de la grève générale détruisant l'égoïsme des ouvriers, les accoutumant au dévouement mutuel, et leur apprenant à considérer la grève, non plus comme une lutte d'intérêts contre le patron, mais comme une arme sociale. Après quoi, fort habilement, il indiqua qu'il ne s'agissait dans sa pensée ni de renoncer à toute action politique et électorale, ni de décréter la grève générale à jour fixe, mais d'ajouter à l'arme du suffrage universel une arme de plus, et de s'accorder sur une formule commune sans en exiger l'application immédiate.

M. Lavigne apporta les arguments des guesdistes contre la grève générale : elle ne peut réussir que si tous les ouvriers sont syndiqués, et en même temps elle est un épouvantail qui écartera des syndicats la majorité des ouvriers : elle soulèvera contre le prolétariat industriel le prolétariat paysan, « les fourches et les faux », et fera ainsi le jeu de la bourgeoisie.

M. Briand répliqua. Il enleva le vote. A l'appel

1. En 1893, un grand nombre d'ouvriers belges se mirent en grève pour obtenir le suffrage universel. Le résultat fut le vote d'une loi instituant le suffrage universel, mais avec vote plural pour certaines catégories d'électeurs (V. Étienne Buisson, *la Grève générale*. Paris, Société nouvelle de librairie, 1905).

nominal, 65 voix se prononcèrent pour la grève générale, 37 contre ; il y eut 9 abstentions.

Alors certains délégués guesdistes, prétextant les déclarations anarchistes d'un délégué de la majorité, voulurent que les représentants de *la Fédération nationale des syndicats* quittassent en masse le congrès. Mal leur en prit. Ils ne se trouvèrent que 16 à partir. Tous les autres restèrent. *La Fédération des syndicats* était disloquée ; ses éléments les plus forts et les plus actifs répudiaient la tutelle du *Parti ouvrier français* et faisaient cause commune avec tous ceux, socialistes ou anarchistes, qui aspiraient à l'indépendance du syndicalisme et à l'affirmation de sa valeur révolutionnaire spécifique.

CHAPITRE III

LA FONDATION DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

DU CONGRÈS DE LIMOGES AU CONGRÈS D'AMIENS
(1895-1906)

Les syndicats qui avaient fait la majorité au Congrès de Nantes se réunirent en congrès à Limoges, du 23 au 28 septembre 1895. Ils y fondèrent l'organisation qui devait être appelée plus tard à une fortune extraordinaire, mais dont les premiers débuts furent modestes : *la Confédération Générale du Travail*.

Les groupements représentés au Congrès étaient 28 fédérations, 18 bourses du travail, 126 syndicats isolés. Les délégués étaient en majorité blanquistes ou allemanistes. M. Jean Allemane, en personne, était présent. Il y avait aussi des modérés, notamment M. Keufer, le célèbre organisateur de *la Fédération française des Travailleurs du Livre*, M. Victor Dalle, un des organisateurs les plus persévérants des syndicats d'employés de commerce.

La principale question portée à l'ordre du jour était celle de l'organisation coopérative. Le Congrès de Nantes avait débarrassé le syndicalisme de la domination des écoles socialistes, et notamment de la plus autoritaire de toutes, celle des guesdistes. Il apparaissait à beaucoup de militants que la conséquence logique de cet état de choses devait être la réunion de toutes les organisations ouvrières dans un groupement permanent, indépendant de tout parti politique, homogène et se suffisant à lui-même. Cette perspective avait été déterminante pour l'adhésion au Congrès de Limoges des syndicalistes modérés. On a vu plus haut (1) que, déjà en 1886, lorsque se réunirent à Lyon les syndicats ouvriers désireux de jeter les bases d'une organisation unitaire, les syndicalistes modérés qui, depuis 1880, se tenaient à l'écart des grandes manifestations d'ensemble, s'étaient hâtés d'accourir. Les circonstances, à cette époque, ne leur avaient pas permis de maintenir leur concours, puisqu'il avait été visible dès l'origine que la prétendue unité ouvrière n'allait être réalisée qu'entre syndicats inféodés au socialisme politique, et surtout à celui des guesdistes. En 1895, les circonstances étaient changées. Le moment était favorable à la reconstitution d'une véritable unité ouvrière affranchie des servitudes politiciennes,

1. Voir, au chapitre II, le récit du Congrès de Lyon de 1886.

puisque c'était l'idée même de cet affranchissement qui, en fait, avait triomphé à Nantes avec le vote de la grève générale. La présence à Limoges des modérés, le rôle considérable qu'ils ont joué dans la création de la *Confédération Générale du Travail* est ainsi beaucoup moins surprenant qu'il ne semble au premier abord.

Il n'y avait pas de danger sérieux que le Congrès, abdiquant les idées qui avaient prévalu à Nantes, revînt sur l'exclusion des considérations d'écoles socialistes. Le siège de tous les délégués, sur ce point, était fait d'avance. M. Léon de Seilhac, qui a suivi les travaux du Congrès avec la clairvoyance et la compétence qu'on lui connaît, a écrit (1) :

« Le Congrès de Limoges est une victoire du parti *syndical révolutionnaire* sur le parti *syndical politique*. Le congrès a son siège fait sur toutes les questions et, sur toutes, dans le sens diamétralement opposé à celui des politiciens. Ceux-ci voulaient la Confédération en province, le congrès en décide le siège à Paris ; à l'exclusion de la Fédération des Bourses, le congrès invite la Fédération à entrer dans la nouvelle organisation ; le rejet de la grève générale, elle obtient une majorité plus forte qu'à Nantes ; l'appui des travailleurs pour les candidats socialistes, le congrès invite les travailleurs à ne

1. *Les Congrès ouvriers*, 1^{re} série, p. 281.

voter que pour des *ouvriers syndiqués*. Bref, sur toute la ligne, le parti politique est battu. Le congrès ne fut pas allemaniste, mais nettement anti-guesdiste. » Je dois pourtant signaler que M. Eugène Guérard, qui était à la fois le chef du mouvement syndicaliste chez les employés des chemins de fer et l'un des personnages importants du parti allemaniste, a déclaré, dans une étude publiée sur *la Confédération générale du Travail*, que les adversaires des intrusions politiciennes dans les syndicats eurent bien du mal à faire adopter leur manière de voir par le Congrès de Limoges (1).

Le véritable obstacle à la création d'un groupement associant vraiment toutes les organisations ouvrières, c'était la concurrence de *la Fédération des Bourses du Travail*. Celle-ci venait de confier à Fernand Pelloutier, de façon permanente, les fonctions de secrétaire fédéral. Elle avait tenu à Nîmes, du 9 au 12 juin 1895, un congrès spécial où avait été constaté la présence de trente-six bourses du travail fédérées. Elle n'avait rien perdu de son ardeur révolutionnaire, au contraire. L'argent lui manquait, mais Pelloutier estimait que c'était là, pour elle, une force de plus : « Qui sait, avait-il dit dans son rapport si, riches, notre ardeur de rénovation sociale ne s'apaiserait pas, et si, au contraire, l'excès

1. Voir *le Mouvement socialiste*, n° du 15 mai 1899.

de nos misères n'est point notre meilleur stimulant dans la guerre que nous avons déclarée à nos exploit-teurs ? » Pelloutier n'avait pas de délégation pour le Congrès de Limoges, bien que dix-huit bourses y fussent représentées. Mais il était présent, en quelque sorte dans la coulisse, stimulant le zèle de ses partisans, observant et conseillant avec une acuité d'esprit que ne gênait aucun parti pris de bienveillance (1).

Les congressistes de Limoges se flattèrent de l'espoir que la Fédération des Bourses du Travail consentirait à faire cause commune avec la nouvelle organisation qu'ils allaient créer, à lui apporter ses effectifs, ses ressources matérielles, son expérience, mais sans essayer de l'absorber. La trace de cette double préoccupation se retrouve dans les statuts qu'ils adoptèrent.

PARAGRAPHE I

ARTICLE PREMIER. — Entre les divers syndicats et groupements *professionnels* de syndicats d'ouvriers et d'employés des deux sexes existant en France et aux colonies, il est créé une organisation unitaire et collec-

1. M. Léon de Seilhac a publié (*les Congrès ouvriers*, 2^e série, p. 55 à 58) une lettre curieuse que lui adressait Pelloutier après le Congrès de Limoges. Il y montre peu de confiance dans l'avenir de la *Confédération générale du Travail*, et ne dissimule pas qu'il est hostile à l'adhésion de la *Fédération des Bourses*.

tive qui prend pour titre : *Confédération Générale du Travail*. *Les éléments constituant la Confédération Générale du Travail devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques.*

ART. 2. — La Confédération Générale a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, *les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale.*

ART. 3. — La Confédération Générale du Travail admet dans ses rangs : I. Les syndicats. — II. *Les bourses du travail*. — III. Les unions ou fédérations locales des syndicats de diverses professions ou de professions similaires. — IV. Les fédérations départementales ou régionales de syndicats. — V. Les fédérations nationales de syndicats de diverses professions. — VI. Les unions ou fédérations nationales de métiers et les syndicats nationaux. — VII. Les fédérations d'industrie unissant diverses branches de métiers similaires. — VIII. *La Fédération nationale des bourses de Travail.*

ART. 6. — La Confédération Générale du Travail est administrée par un conseil national.

ART. 8. — ... Pour composer le conseil national, les unions ou fédérations locales, départementales ou régionales des syndicats de diverses professions ou de métiers similaires, désigneront chacune un délégué. La fédération des bourses du travail, les syndicats nationaux, les fédérations nationales de syndicats de diverses professions ou de mêmes métiers, ou de métiers similaires concourant à la même industrie, éliront chacun trois délégués.

On a remarqué l'habile équilibre établi, au point

de vue de la représentation au conseil national, entre les divers éléments constitutifs et entre leurs combinaisons possibles. Il était dès lors loisible à *la Fédération des bourses du Travail* d'adhérer à la confédération, il lui était impossible de l'absorber.

Les statuts prévoyaient la tenue de congrès annuels. Le lieu de réunion du Congrès de 1896 fut fixé à Tours.

Avant de se séparer, les congressistes de Limoges lancèrent un appel « aux travailleurs de France ».

Pour lutter avec avantage, il faut combiner les effets et coordonner l'action des syndicats et surtout que l'accord ne soit pas momentané mais permanent.

La lutte politique est une manifestation périodique qui ne demande que l'effort momentané et qui apporte avec elle trop de haines, de rancunes et de découragements...

C'est en acclamant l'union pour l'émancipation intégrale des travailleurs que nous convions toutes les organisations syndicales, bourses du travail, fédérations, syndicats et groupes corporatifs, à se faire représenter au Congrès de Tours, afin que, dans ces assises ouvrières, il soit fondé un véritable parti du travail, unifié pour la conquête des droits méconnus.

Le premier bureau de *la Confédération générale du Travail* fut composé de : MM. Keufer, trésorier ; Lagailse, secrétaire ; Pergay, archiviste.

* * *

Les événements que nous venons de décrire n'attirèrent pas seulement, vers le nouveau syndicalisme, les éléments modérés dont on a signalé la réapparition. Ils attirèrent aussi et surtout, plus nombreux, plus hardis, et finalement plus heureux, les éléments anarchistes qui jusque-là s'étaient tenus presque généralement à l'écart de l'action syndicaliste.

J'ai montré que vers 1892, les théoriciens du communisme anarchiste ne croyaient guère à l'efficacité des syndicats pour la réalisation de la révolution sociale.

Après les Congrès de Nantes et de Limoges, il n'en fut plus ainsi. L'entrée des anarchistes dans les syndicats est un phénomène considérable dont il n'est pas inutile de démêler les causes.

J'y vois en premier lieu l'effet de l'action et de l'ascendant personnels de quelques hommes particulièrement intelligents : Fernand Pelloutier en tête, et à côté de lui son disciple M. Georges Yvetot qui, en 1901, lui succéda au secrétariat de la *Fédération des Bourses du Travail*; puis, parmi les anarchistes qui vinrent directement à la *Confédération du Travail* sans passer par la *Fédération des Bourses*, M. Émile Pouget (qu'on a surnommé « l'Éminence grise » de la Confédération) et M. Paul Delesalle, qui fut long-

temps secrétaire adjoint de la Confédération. Fernand Pelloutier, qui avait débuté par le radicalisme, était venu de là au collectivisme guesdiste, puis s'en était dégoûté et était devenu anarchiste. Curieux et artiste, il collaborait en 1894 au journal *la Cocarde*, où M. Maurice Barrès professait, avec son magique talent d'écrivain, d'esthétiques leçons de socialisme fédéraliste, libertaire et paradoxalement aristocratique (1). Dans la revue *la Question sociale*, dirigée par le blanquiste Argyriadès, il publiait en août 1895 *l'Enseignement en société libertaire* ; il y reprenait les idées de Proudhon sur la nécessité, pour la révolution libertaire, d'une séparation de l'École et de l'État (Proudhon, *Du principe fédératif*, p. 78). En même temps, il devenait rédacteur au journal anarchiste *les Temps nouveaux*, qui remplaçait l'ancien journal *la Révolte*, et que gérait M. Jean Grave.

1. M. Zévaès a cité (*le Syndicalisme contemporain*, p. 119 et 120) un article de *la Cocarde* du 23 septembre 1894, intitulé : *les Violences nécessaires*, où M. Barrès appréciait ainsi le vote de la grève générale au Congrès de Nantes : « Nul événement historique ne se passe de brutalité. Taine qui pense que l'évolution d'il y a cent ans aurait pu se faire pacifiquement se trompe... Laissons chacun suivre son tempérament, user de ses ressources instinctives pour exposer la doctrine socialiste, qui est d'ailleurs moins une thèse qu'un constat historique. Une chose demeure certaine, c'est qu'il n'est au pouvoir de personne de ménager les moyens décisifs et qu'un jour ou l'autre, assez prochainement je crois, les événements se chargeront eux-mêmes d'organiser la tempête, de balayer la douceur et d'accumuler les brutalités. Il serait peu raisonnable d'essayer d'imaginer la qualité, l'espèce des premières brutalités qui inaugureront la révolution. Toutefois,

En 1896, la librairie du groupe *l'Art social* éditait de lui deux brochures : *l'Art et la Révolte* et *l'Organisation corporative et l'Anarchie*.

Cette dernière publication est une mince brochure de dix-neuf pages (elle se présente modestement comme un simple plan de conférence), mais débordante d'idées neuves que l'avenir imposera à l'attention du syndicalisme révolutionnaire : «... La révolution sociale doit avoir pour objectif de supprimer la valeur d'échange, le capital qu'elle engendre, les institutions qu'elle crée... Par conséquent, nous ne pouvons imaginer la société future... que comme l'association volontaire, libre, des producteurs... La vie sociale se réduit à l'organisation de la production... plus s'accroît la responsabilité personnelle, plus s'affirme la raison inculquée à l'homme, et moins,

il semble bien que c'est un essai de grève générale qui occasionnera les premières violences significatives. »

J'ai personnellement eu la bonne fortune de retrouver un exemplaire d'une « brochure de propagande » publiée en 1895 par la librairie de *la Revue socialiste*. Elle est intitulée : *Assainissement et fédéralisme*, discours prononcé à Bordeaux le 29 juin 1895 par Maurice Barrès. On y lit : « Il nous faut aussi, avant de nous séparer, nous rappeler avec gratitude le grand socialiste Proudhon. Ce penseur qui avait averti, avec une sage vigueur, nos politiciens, intoxiqués d'unitarisme, de la nécessité de donner une constitution fédérale à l'Italie, a fondé le socialisme français sur la liberté, tant individuelle que collective : il se fiait à l'action spontanée des associations libres. Il mourut isolé dans un coin de Passy. Son souvenir n'occupe pas la haute place qui conviendrait dans le socialisme français ; du moins ses livres, vendus au rabais, vivifient des intelligences... »

par suite, celui-ci a besoin de lois et d'entraves pour remplir le devoir social qui est d'ordonner commodément sa vie sans nuire à autrui... Quel doit être le rôle de ces associations (de producteurs) ? Chacune d'elles a le soin d'une branche de la production : celle-ci du logement, celle-là de l'alimentation, cette autre de l'art. Les unes et les autres doivent s'enquérir tout d'abord des besoins de la consommation, puis des ressources dont elles disposent pour y satisfaire... Eh bien, ces associations, les Bourses du Travail actuelles ne nous en donnent-elles pas une idée ? *Ces fonctions, ne sont-ce pas celles qu'ont à remplir ou qu'aspirent à remplir les fédérations corporatives qui, dans dix ans, auront uni les travailleurs du monde entier ?... Entre l'union corporative qui s'élabore et la société communiste et libertaire à sa période initiale il y a concordance...* » Voilà par quels arguments, quels rêves Pelloutier conviait à l'action syndicale les jeunes anarchistes.

D'un autre côté, M. Emile Pouget leur tenait un langage moins élevé, mais non moins pressant. C'est une curieuse figure que celle de M. Emile Pouget.

En 1879, à peine âgé de dix-neuf ans, il était déjà, à la fois, l'un des propagandistes les plus convaincus de l'anarchisme et du syndicalisme, et il fondait le premier syndicat des employés dans la région parisienne.

En 1889, il fonda, rédigea et géra une feuille péri-

dique qui s'attira une célébrité spéciale : *le Père Peinard*, dont le style rappelle les plus violentes sorties de son ancêtre *le Père Duchêne*. Il est malaisé de la citer beaucoup. Je signale seulement qu'il y écrivait en 1894 : « Un endroit où il y a de la riche besogne, pour les camaros à la redresse, c'est à la Chambre syndicale de leur corporation. Là on ne peut leur chercher pouille : les syndicales sont encore permises ; elles ne sont pas, à l'instar des anarchos, considérées comme étant des associations de malfaiteurs. Qu'un copain essaye, qu'il adhère à sa syndicale, qu'il ne brusque pas le mouvement, qu'au lieu de vouloir ingurgiter tout de gô ses idées aux camarades, il y aille en douceur et prenne pour tactique, chaque fois qu'un ambitieux viendra bavasser élections municipales, législatives ou autres, de dire en quatre mots : la syndicale a pour but de faire la guerre aux patrons et non s'occuper de politique. » Et encore : « S'il y a un groupement où les anarchos doivent se fourrer, c'est évidemment la Chambre syndicale... Les grosses légumes feraient une sale tr... si les anarchistes, qu'ils se figurent avoir muselés, profitaient de la circonstance pour s'infiltrer en peinarde dans les syndicats et y répandaient leurs idées sans bruyance ni flafas... »

M. Pouget faisait allusion aux mesures vigoureuses prises par le gouvernement et le Parlement après les attentats anarchistes dits de « propagande par le

fait ». Les lois du 18 décembre 1893, sur les associations de malfaiteurs, et du 28 juillet 1894, sur les menées anarchistes, avaient entraîné un grand nombre de poursuites judiciaires qui n'étaient pas toutes réservées aux propagandistes par le fait. Beaucoup d'anarchistes qui n'avaient jamais dynamité étaient poursuivis également, et il y eut certes à ce moment exceptionnel, des procès d'idées et de tendances. Il n'est pas douteux que nombre d'anarchistes — et c'est la deuxième raison de leur attitude à cette époque, entrèrent dans les syndicats pour y trouver un abri. Puis il y restèrent par goût, parce qu'ils aperçurent combien l'action syndicale se prêtait à leur propagande, et aussi, il faut le dire, parce qu'au contact de réalités nouvelles, leur mentalité se modifiait, et que le vieil anarchisme traditionnel abandonnait les positions de son individualisme naïf et de son mysticisme si mêlé de scolastique.

C'est la troisième raison que l'on peut signaler de l'entrée des anarchistes dans les syndicats.

L'anarchisme traditionnel, tel qu'il fut présenté par Élisée Reclus, le prince Kropotkine et M. Jean Grave, à l'époque où la philosophie positive triomphait dans tous les domaines de la spéculation, apparaissait aux yeux de ses adeptes comme le dernier mot, l'aboutissant logique du rationalisme scientifique créant des conditions de vie sociale où le pro-

grès indéfini des connaissances intellectuelles et des découvertes des savants permettra à la fois de développer la production économique de telle façon que l'abondance des produits supprime toute nécessité de contrainte sociale dans la répartition et la consommation, et d'améliorer l'âme de tous les hommes de telle façon que les relations sociales, réglées par le jeu des lois naturelles, deviennent libres de toute légalité imaginée par les majorités pour satisfaire leurs intérêts illégitimes aux dépens des droits naturels de chaque individu. Il en résultait d'abord que les anarchistes, prompts à l'abstraction et férus de théorie, se détournaient avec dédain de ces Chambres syndicales qui leur paraissaient accepter, par le fait même de leur constitution pour une lutte quotidienne d'intérêts, le vice interne qu'ils reprochaient à la société bourgeoise : l'établissement de la lutte permanente des appétits et des instincts rebelles à la voix de la science et de la raison. Il en résultait aussi une conception, à la fois farouche et naïve, de l'indépendance individuelle qui éloignait également le véritable anarchiste de tous les groupements, qu'ils fussent syndicaux où qu'ils fussent politiques : du moment que la liberté individuelle sera fondée sur l'amélioration intime de chaque âme humaine qu'amèneront les progrès de la science positive, l'adhésion à un groupement destiné à lutter, dans le cadre transitoire de la société capitaliste, pour

des intérêts qui sont créés par cette société même, loin d'avancer d'un pas la révolution libertaire, la reculera indéfiniment : chaque victoire des intérêts sera un obstacle de plus à la libération.

Mais de telles constructions logiques ne pouvaient résister à l'épreuve des faits, aux yeux d'ouvriers industriels que leur état place dans une position où, chaque jour, la lutte des intérêts s'impose à leur esprit, où, chaque jour, la communauté de vie dans les ateliers de la grande fabrique moderne les habitue à considérer le groupement professionnel comme le prolongement même de leur existence individuelle. On concevrait que de petits artisans travaillant presque isolément, que de petits propriétaires paysans vivant de leur lopin de terre, ayant une fois adopté la conception de l'anarchisme traditionnel, y demeuraient sans jamais sentir de contradiction entre leur rêve et les conditions inéluctables de leur vie quotidienne. Mais la grande industrie, en groupant les ouvriers de façon étroite dans un même état juridique, social et même intellectuel et moral, ne laisse pas, aux plus intelligents et aux plus hardis d'entre eux, le choix entre se syndiquer ou ne pas se syndiquer : ils seront syndiqués, ou ils ne seront que des machines inconscientes, bien que vivantes. Il n'est pas douteux qu'il y ait là des motifs d'action qui ont agi puissamment sur l'esprit des anarchistes qui, les premiers, pénétrèrent dans les syndicats

ouvriers (1). Leur anarchisme perdit alors la foi dans quelques-unes des formules de l'école. Il leur en resta pourtant assez pour imprimer au syndicalisme un caractère nouveau. Et je citerai ici quelques lignes que M. Georges Sorel écrivait, en 1907, dans la « lettre à M. Daniel Halévy », qui sert d'introduction à ses célèbres *Réflexions sur la violence* : « Beaucoup d'anarchistes finirent par se lasser de lire toujours les mêmes malédictions grandiloquentes lancées contre le régime capitaliste, et ils se mirent à chercher une voie qui les conduisit à des actes vraiment révolutionnaires ; ils entrèrent dans les syndicats qui, grâce aux grèves violentes, réalisaient tant bien que mal, cette guerre sociale dont ils avaient si souvent entendu parler. Les historiens verront un jour, dans cette entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des plus grands événements qui se soient produits de notre temps, et alors le nom de mon pauvre ami Fernand Pelloutier sera connu comme il mérite de l'être. »

1. A ce sujet, on lira avec plaisir et profit un bel essai de M. Édouard Berth : *Anarchisme individualiste, marxisme orthodoxe, syndicalisme révolutionnaire*, dans la revue *le Mouvement socialiste*, 1^{er} mai 1905.

Même après que les anarchistes syndicalistes eurent pris dans le mouvement syndical une influence qui fut parfois exclusive, les tenants de l'anarchisme traditionnel ont persisté à dénier aux syndicats le pouvoir de consommer la révolution sociale. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler la controverse qui mit aux prises, pendant toute l'année 1908, le journal anarchiste *les*

*
* *
*

Les chefs du socialisme politique comprirent fort bien, dès ce moment, toute l'importance de cette entrée des anarchistes dans les syndicats. Ils essayèrent de la faire condamner par le Congrès socialiste international qui se réunit à Londres en juillet 1896.

Les syndicats français prétendirent se faire représenter directement à ce congrès, sans passer par l'intermédiaire des diverses organisations politiques avec lesquelles ils venaient de rompre. Ils envoyèrent des délégués dont quelques-uns étaient des réformistes et des modérés, comme M. Keufer et M. Fagnot, qui est devenu plus tard un enquêteur fort distingué de *l'Office du Travail*, mais dont beaucoup étaient des anarchistes, comme MM. Jean Grave, Tortelier, A. Hamon, Pouget, Delesalle, et Fernand Pelloutier en personne. Or, si les blanquistes, conduits par M. Édouard Vaillant, M. Marcel Sembat, M. Henri Turot, et les allemanistes, avec MM. Jean Allemane et Eugène Guérard, tous deux militants influents de la *Confédération générale*

Temps Nouveaux et le journal syndicaliste *l'Action directe*, ou de lire la brochure manifeste de M. Jean Grave, *le Syndicalisme dans l'évolution sociale* (Paris, aux *Temps nouveaux* (1908) et la critique qu'en fit M. Hubert Lagardelle dans le *Mouvement socialiste* du 15 février 1908.

du Travail, étaient disposés à accepter la collaboration avec ces délégués au sein de la section française, ni les guesdistes (MM. Jules Guesde, Gabriel Deville, Paul Lafargue, etc.), ni les socialistes indépendants représentés par MM. Millerand, Jaurès, René Viviani, Georges Renard, ne l'entendaient ainsi. Ce fut l'occasion d'une belle bataille qui s'engagea à propos de la vérification des mandats.

Le précédent Congrès socialiste international convoqué à Zurich en 1893 avait déclaré, comme règle d'accès au Congrès de Londres : « Toutes les Chambres syndicales ouvrières seront admises au congrès, et aussi les partis et organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique. » M. Gabriel Deville prétendit que, sainement interprété, ce texte devait être entendu comme excluant les syndicats représentés par des anarchistes. Il suffisait pour cela de supprimer la virgule après les mots : seront admises au congrès. « Supprimez cette virgule qui est de trop, et alors les délégués des syndicats devront déclarer, eux aussi, qu'ils reconnaissent la nécessité de l'action politique. » Mais par 57 voix contre 56, l'assemblée de la délégation française refusa de lui donner satisfaction.

Tout ce que l'assemblée plénière du Congrès international put faire pour donner une satisfaction immédiate aux guesdites et aux socialistes indépendants,

ce fut de les autoriser à siéger à part comme s'ils étaient d'une nationalité distincte.

Mais pour l'avenir, M. Liebknecht fit voter la proposition suivante : « Le bureau du congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain congrès en faisant exclusivement appel : 1° aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production socialistes à la propriété et à la production capitalistes et qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but ; 2° aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence, les anarchistes sont exclus. »

Mais avec eux, c'était tout le mouvement syndical français qu'on excluait des assises internationales des partis socialistes. Et ainsi se trouvait consacré, par ses adversaires mêmes, le courant qui avait pris source dans les résolutions du Congrès de Nantes (1).

De ce jour, l'indépendance d'action de *la Confédération Générale du Travail* et de *la Fédération des Bourses du Travail* était bien définitivement garantie.

1. On trouvera un compte rendu remarquable et une bibliographie abondante du Congrès de Londres dans l'ouvrage si souvent cité de M. de Seilhac (1^{re} série, pages 291 à 314). M. de Seilhac omet pourtant un ouvrage important du délégué anarchiste, M. Hamon *le Socialisme et le Congrès de Londres*, Stock, éd., Paris, 1867.



Ayant ainsi le champ libre, les syndicalistes anarchistes purent se donner assidûment à la propagande, dans les organisations ouvrières, de conceptions doctrinales et de méthodes d'action chères à leur mentalité particulière.

A la *Fédération des Bourses du Travail*, ils reprirent l'idée que nous avons vue exposée par Pelloutier : les bourses ne sont pas seulement une institution de lutte contre le capitalisme pour les réformes à obtenir chaque jour : elles sont les cadres de la future société communiste et libertaire, capables de mener à bien la destruction de l'ordre actuel et de préparer les diverses manifestations de la future activité sociale « capables » disait, en 1897, au Congrès fédéral de Tours, le rapport de la bourse de Nîmes « capables de supprimer et de remplacer l'organisation sociale présente ». Et les anarchistes opposés à toute centralisation, passionnément fédéralistes, ne pouvaient pas ne pas reconnaître dans le système rigoureusement fédéraliste en honneur dans les Bourses du Travail, une image de l'organisation libertaire de la généralisation de laquelle ils attendent la société future.

C'est encore la *Fédération des Bourses du travail*

qui, en 1902, à son Congrès d'Alger où étaient représentées 64 bourses (sur 83 existant à cette époque), décida de se saisir officiellement de la propagande antimilitariste. M. Georges Yvetot, qui avait remplacé Fernand Pelloutier (mort en 1901), comme secrétaire fédéral permanent, fut chargé de rédiger un *Manuel du soldat* qui devait être répandu à profusion parmi les futurs soldats et même les soldats en activité de service.

A la *Confédération Générale du Travail*, les anarchistes apportèrent la révélation d'un nouveau moyen de lutte contre le patronat, destiné à suppléer la grève quand il serait impossible de recourir à celle-ci, c'était le « sabotage ». Au Congrès de Toulouse, en 1897, M. Paul Delesalle présenta un rapport très étudié où il faisait l'historique du sabotage dans le syndicalisme anglais (1) qu'il définissait « à mauvaise paye, mauvais travail ». Après lui, M. Émile Pouget appuyait aussi le sabotage. « Tout à l'heure on a proposé de voter un blâme à l'adresse du préfet de la Seine. Il me semble que ce serait un blâme bien anodin... Aussi je fais la proposition suivante : « le Congrès, reconnaissant qu'il est superflu de blâmer le gouvernement qui est dans son rôle en serrant la bride aux travailleurs, engage les travailleurs

1. Publié *in extenso* dans l'ouvrage de M. de Seilhac (1^{re} série, page 351 à 360).

municipaux à faire cent mille francs de dégâts dans le service de la ville de Paris ».

Au Congrès de Rennes, en 1898, M. Edmond Briat, qui était alors d'opinions extrêmement avancées en matière syndicale, vint prôner la nécessité pour les syndicats de poursuivre une propagande antimilitariste intense.

Ainsi s'affirmait de jour en jour, entre les tendances de la *Fédération des Bourses du Travail* et celles de la *Confédération Générale du Travail*, une parité de tendances et de méthodes qui devait fatalement les amener un jour à unifier leurs forces, et cela d'autant plus aisément qu'un grand nombre de syndicats adhéraient à la fois à une Bourse du Travail fédérée et à la *Confédération du Travail* (soit directement, soit par l'intermédiaire d'une fédération de métier ou d'industrie).

Pourtant, cette unité — le dernier terme de la concentration des forces syndicales françaises, en dehors de toute influence extérieure, et dans un but révolutionnaire — ne devait être réalisée qu'en 1902 seulement.

Non que les tentatives d'union n'eussent pas été nombreuses, elles se reproduisaient pour ainsi dire annuellement, à chacun des congrès que la *Fédération des Bourses* et la *Confédération du Travail* tenaient, l'une après l'autre, dans une ville désignée d'un commun accord, afin que les mêmes délégués

qui avaient participé au congrès de *la Fédération des Bourses* puissent participer également au congrès de *la Confédération*. Mais toujours les propositions d'union, les tentatives faites à la suite de ces propositions, venaient échouer devant quelque circonstance accidentelle ou quelque malentendu sur les principes ou les méthodes d'action respectifs des deux organisations.

A Rennes, en 1898, *la Fédération des Bourses* avait déclaré qu'elle accepterait l'unification à condition que la *Confédération* renonçât à accueillir directement les syndicats isolés ainsi que les unions locales de syndicats de professions diverses, pour se contenter des fédérations de métier ou d'industrie. Mais au congrès confédéral qui suivit, une lutte violente révéla d'âpres rivalités personnelles entre le secrétaire de *la Confédération*, M. Lagailse, et celui de *la Fédération*, Pelloutier.

A Paris, en 1900, Pelloutier combattit formellement l'adhésion de *la Fédération des Bourses* à *la Confédération*. Il en donna comme raison que leur rôle était complètement différent, *la Fédération* poursuivant un travail d'agitation, *la Confédération* ayant un rôle d'agitation et de propagande. En 1901, le désaccord s'était accentué au point que le congrès ayant été fixé à Nice par *la Fédération des Bourses*, le comité confédéral convoqua le congrès de *la Confédération* à Lyon. A Nice, le congrès fut saisi de

deux propositions de fusion : l'une, présentée par la Bourse d'Aix, tendait à l'unification par la disparition pure et simple de *la Fédération des Bourses* ; elle ne fut pas même discutée (1) ; l'autre proposition, présentée par la Bourse du Travail de Montpellier (dont le délégué était M. Louis Niel, qui a été quelques années plus tard secrétaire général de *la Confédération*) fut résumée par son auteur dans les termes suivants (2) : « A la base, le syndicat d'où part toute décision ; puis, d'un côté, l'union des syndicats du même métier ou des métiers similaires, les diverses unions se fédérant en un conseil national corporatif ; d'autre part, les syndicats de toutes les professions groupées localement dans les Bourses du Travail, et l'ensemble de ces bourses et de ces unions de syndicats constituant la Fédération des Bourses du Travail ; au sommet, enfin, l'Union du conseil corporatif et du comité fédéral des Bourses du Travail, c'est-à-dire la Confédération. » M. Niel ajoutait en terminant (3) : « Je tiens à déclarer que si cette organisation unitaire des forces syndicales est nécessitée par les événements, par la fatalité et par l'organisation de plus en plus solide des jaunes...,

1. Voir un compte rendu complet de M. Georges Yvetot, dans le numéro du 1^{er} novembre 1901 de la revue *le Mouvement socialiste*.

2. Consulter Léon de Seilhac, in *les Congrès ouvriers*, 2^e série, à la page 120.

3. Yvetot, *ibid.*

j'estime qu'elle n'aura plus de raison d'être lorsque par la grève générale révolutionnaire elle aura détruit ce qui l'avait fait naître, la propriété individuelle, et établi définitivement la société communiste libertaire. » A cette proposition si claire et si simple, à cette argumentation si pressante, le délégué de la Bourse d'Alger se chargea de répondre. Il le fit en relevant toutes les contradictions internes qui, selon lui, séparaient *la Fédération des Bourses* de *la Confédération du Travail* (1) : « L'argumentation de notre camarade Niel est admirable... Mais il n'a pas suffisamment défini le rôle de *la Fédération des Bourses* et le rôle de *la Confédération du Travail*. La grève générale n'a jamais été discutée à *la Fédération des Bourses*, parce que ce n'est pas une question qui la concerne. Différentes dans leur rôle, ces deux organisations le sont encore à leur base. Le socialisme a un idéal inspiré par un sentiment des plus nobles, l'altruisme, tandis que le syndicalisme n'a à sa base que l'égoïsme, c'est-à-dire la réalisation d'une amélioration, quelle qu'elle soit. Enfin, dernière contradiction, tout aussi flagrante, le but de ces organisations : *la Fédération des Bourses* a pour objet la revendication des intérêts des syndicats, et *la Confédération* l'émancipation intégrale des travailleurs. »

1. Yvetot, *ibid.*

Le congrès refusa de prononcer l'union : mais il accepta que la question fût mise à l'étude et revint au congrès de 1902. Quant au congrès confédéral réuni à Lyon, il entendit M. Niel reprendre sa proposition d'unité. M. Griffuelhes la combattit, déclarant qu'il avait mandat au contraire de voter pour l'exclusion des Bourses du Travail. Le congrès n'adopta aucune des deux solutions extrêmes, il décida que *la Confédération* accueillerait les fédérations de syndicats similaires et les unions locales de syndicats de professions diverses. Comme le dit avec raison M. de Seilhac, c'était essayer de dissoudre *la Fédération des Bourses* en confisquant ses éléments (1).

L'unité ouvrière semblait bien compromise.

Et pourtant elle fut réalisée dès l'année suivante.

Les congrès de 1902 eurent lieu pour *la Fédération des Bourses*, à Alger ; pour la Confédération générale du Travail, à Montpellier (2).

Au Congrès d'Alger participaient 63 Bourses du Travail sur 83 qui étaient constituées. M. Niel reprit

1. V. Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers*, 2^e série, p. 126 à 129. — V. aussi Pouget, *la C. G. T. et le Congrès de Lyon*, n° du 1^{er} décembre 1901 du *Mouvement socialiste*

2. Pour le compte rendu du Congrès d'Alger : Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers* 2^e série, p. 136 à 138. — Yvetot, *le X^e Congrès des Bourses du Travail in le Mouvement socialiste*, 15 nov. 1902. — Pour le Congrès de Montpellier : Léon de Seilhac, *ibid.*, p. 139 à 168. — Pouget, *le VIII^e Congrès de la C. G. T. in Mouvement socialiste* du 1^{er} janvier 1903 ; et surtout Charles Rist, in *Mémoires du Musée social*, janvier 1903.

son apostolat en faveur de l'unité. Et cette fois, le secrétaire fédéral, M. Georges Yvetot, qui intervint, dit-il, non en tant que secrétaire fédéral, mais comme délégué de la Bourse de Bagnères-de-Bigorre, se trouva pleinement d'accord avec lui, aussi bien sur le principe que sur la méthode de réalisation, celle-là même que M. Niel avait vainement proposée l'année précédente et qui devait finalement prévaloir.

Au Congrès confédéral de Montpellier, qui eut lieu quelque temps après (22-27 sept. 1902), participaient 29 fédérations d'industrie ou de métier et 56 Bourses du Travail ou unions de syndicats divers. Les Bourses du Travail n'avaient droit délibératif que sur la seule question de l'unité ouvrière. M. Niel développa de nouveau sa proposition. Et là aussi, tout le monde fut d'accord avec lui. Le pacte unitaire fut rédigé en deux articles qui devinrent les articles 4 et 5 des statuts de *la Confédération générale du Travail* :

ART. 4. — Chaque organisation adhérente à la Confédération générale du Travail sera représentée par un délégué. L'ensemble de ces délégués constitue le comité confédéral.

ART. 5. — *La Confédération générale du Travail* se divise en deux sections autonomes. La première section prend le nom de section des Fédérations de métier ou d'industrie et des syndicats isolés. La deuxième section prend le nom de section de la Fédération des Bourses du Travail.

Il fut convenu que le comité confédéral se réunirait normalement une fois par trimestre ; que le secrétaire de la section des Fédérations (c'était M. Victor Griffuelhes) serait secrétaire général de la Confédération ; que les cotisations mensuelles seraient : pour les Bourses du Travail, de 35 centimes par syndicat ; pour les fédérations, de 40 centimes par 100 membres ; pour les syndicats isolés, de 5 centimes par membre.

*
* * *

Il est malaisé d'établir, à distance, les raisons qui ont dû être complexes, mouvantes, et, chez les acteurs, plus intuitives que logiquement déduites, du revirement rapide qui amena les militants syndicalistes à réaliser l'unité des deux organisations rivales. Il ne peut s'agir ici que d'inférer, de la coïncidence de certains grands faits notoires, quelques inductions, et non une synthèse.

Il est intéressant, à cet égard, de rappeler que la période qui a précédé l'unité ouvrière fut, pour le socialisme en général, une période de crise théorique et pratique.

L'affaire Dreyfus venait de bouleverser la politique française. Une collaboration suivie avait été établie entre beaucoup de socialistes et même d'anarchistes et des hommes qui, jusqu'alors, n'avaient pas soup-

conné qu'ils pussent un jour se trouver unis avec eux. Au mois de juin 1899, M. Waldeck-Rousseau avait constitué un ministère où il avait confié le ministère du Commerce, de qui relevaient les questions relatives au syndicalisme, à l'un des chefs les plus éminents du socialisme parlementaire, M. Millerand.

M. Millerand était un socialiste réformiste ; il n'avait jamais caché son dédain des agitations révolutionnaires. Dans son célèbre « programme de Saint-Mandé » (1), il avait dit en propres termes : « Recourir à la force ? et pour qui, et contre qui ?... Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel, c'est lui que nous avons l'ambition d'affranchir économiquement et politiquement. Nous ne réclamons que le droit de le persuader... Non pour réaliser les réformes immédiates susceptibles de soulager le sort de la classe ouvrière et de la rendre ainsi plus apte à conquérir elle-même son émancipation ; pour commencer, dans les conditions déterminées par la nature des choses, la socialisation des moyens de production, il est nécessaire et suffisant au parti socialiste de poursuivre par le suffrage universel la conquête des pouvoirs publics » (2). Homme d'État

1. Discours prononcé le 30 mai 1896, au banquet des municipalités socialistes, devant tous les chefs socialistes (MM. Jules Guesde, Vaillant, Jaurès, etc.), qui l'approuvèrent hautement.

2. Le discours est publié *in extenso* dans l'ouvrage de M. Lavy, *l'Œuvre de Millerand*. Paris, société nouvelle de librairie et d'édition, 1902.

réaliste, M. Millerand devenu ministre s'appliqua, par une série de réformes d'utilité immédiate, à améliorer la condition juridique de la classe ouvrière et notamment à grandir le rôle des syndicats ouvriers. On sait ce que fut son œuvre : décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les entreprises fournissant l'État, les départements et les communes; décret du 1^{er} septembre 1899 conférant aux syndicats le choix des délégués ouvriers au Conseil supérieur du Travail; développement de l'Inspection du Travail et prescription donnée aux inspecteurs d'entrer en conférences avec les syndicats ouvriers (décret du 14 nov. 1899, circulaires des 19 janvier et 12 février 1900); création des Conseils régionaux du Travail (décrets des 17 sept. 1900 et 2 janvier 1901 (1); préparation du projet de loi sur les retraites ouvrières; encouragements et subventions de toutes sortes aux syndicats, bourses du Travail, associations coopératives. Cette action persévérante fut pour beaucoup dans le brillant développement qu'eut à ce moment le mouvement syndical. *L'Annuaire des syndicats professionnels* établit qu'au 1^{er} janvier 1899, il y avait 2.361 syndicats ouvriers avec 419. 761 membres, au 1^{er} janvier 1901, 3.287 avec 419.761 membres; en même temps,

1. En fait, cette réforme a échoué. Bien que le Conseil d'État ait reconnu la légalité des décrets, l'hostilité du Parlement a fait obstacle à leur application.

le nombre des Bourses du Travail passait de 55, groupant 1136 syndicats et 159.284 syndiqués, à 75, groupant 1630 syndicats et 276.837 membres (1).

Et cependant l'action de M. Millerand rencontra une opposition dans la majorité de la *Confédération Générale du Travail* et de la *Fédération des Bourses du Travail*. On la dénonça comme une entreprise hypocrite de corruption du syndicalisme par la bourgeoisie capitaliste. Un incident pénible de cette suspicion se produisit à l'encontre de Fernand Pelloutier lui-même : comme il était malade et sans ressources, M. Georges Sorel pria M. Jaurès de solliciter de M. Millerand une mission officielle pour le secrétaire de la *Fédération des Bourses*. M. Millerand nomma aussitôt Pelloutier enquêteur de l'*Office du Travail*. Il fut mis en accusation devant le Con-

1. M. Hubert Lagardelle écrivait alors : *le Mouvement syndical en France*, publié en mai 1901 par *The International socialist review* de Chicago et cité par M. Zévaès in *le Socialisme en France*, p. 196) : « Les années 1899 et 1900 ont été marquées par un grand progrès des syndicats : la prospérité industrielle était générale et l'activité des affaires contribuait à l'activité ouvrière. Les préparatifs de l'Exposition Universelle donnèrent une impulsion vitale de plus en plus énergique au mouvement économique en France. De grandes grèves éclatèrent de toutes parts dans le pays, et les travailleurs demandèrent leur part de prospérité générale sous forme d'un accroissement des salaires. De nombreux syndicats furent formés après ces grèves. Mais à ces raisons économiques s'était ajoutée une raison politique : la présence d'un ministre socialiste a encouragé fortement la création des syndicats : toute la série de mesures législatives qu'il a prises secondent de plus en plus la tendance au mouvement syndical. »

grès des Bourses siégeant à Paris en 1900, et sommé d'avoir à opter entre la situation de secrétaire d'une organisation révolutionnaire et de salarié d'un ministère « de défense capitaliste » (1). L'explosion de haine soulevée dans les milieux syndicalistes révolutionnaires par ce qu'ils appelaient le « millerandisme » fut si violente qu'encore une année après que M. Millerand eût quitté le ministère, ils fondèrent une publication destinée uniquement à rechercher et à dénoncer tous les syndicalistes réformistes, fussent-ils des plus authentiquement et des plus anciennement confédérés — qui avaient fait bénéficier leurs syndicats des réformes accomplies (2).

Au fond de cette hostilité, il y avait un sentiment sincère. M. Émile Pouget nous aide à le comprendre lorsqu'il écrit, à propos de l'unité ouvrière réalisée au Congrès confédéral de Montpellier : « Désormais, il y a un faisceau de points généraux qui n'entrent plus en discussion et qui lui servent de base organique. En même temps ces points généraux sont les prin-

1. Voir Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers, deuxième série*, p. 46 à 48 et p. 101.

2. Inutile de dire qu'on les représentait comme ayant obtenu un profit tout personnel. Ceux qu'on dénonçait aussi étaient des hommes comme M. Auguste Keufer, M. Edmond Briat, M. Victor Dalle. La publication en question s'appelait *l'Action Directe*, (c'est le premier en date des journaux qui aient porté ce titre). Elle parut en brochures mensuelles de juillet 1903 à février 1905. Ses principaux rédacteurs furent MM. Delesalle, Griffuelhes, Pouget, Yvetot, Niel.

cipes élémentaires d'une doctrine sociale qu'on pourrait supposer neuve et qui n'est en fait que le retour à la saine doctrine de *l'Association Internationale de Travailleurs*. Ces points peuvent se résumer comme suit : 1° constituer les travailleurs, par le réseau coordonné de leurs syndicats, en *parti de classe*, et ce sur le solide terrain économique, sans aucunees accointances politiciennes ; 2° orienter le nouveau parti du travail vers *l'action directe* sous toutes ses formes, contre les forces d'exploitation et d'oppression (le capital et l'État) et préparer la transformation sociale par la *grève générale* qui, en désagrégeant révolutionnairement la société capitaliste, permettra aux travailleurs de prendre possession de la production sociale (1). » Donc les syndicats aspiraient à devenir un « parti de classe », le « parti du travail » ayant sa politique autonome de lutte de classes. On conçoit dans ces conditions que les actes de M. Millerand et des syndicalistes réformistes qui s'y associaient de bonne grâce apparaissaient comme un péril funeste, un retour des dangers qu'avait courus le syndicalisme pendant le temps qu'il était mis en tutelle par les organisations socialistes politiciennes et auxquels il avait échappé par le Congrès de Nantes. Et de même qu'à Nantes, huit ans aupa-

1. *Le VII^e Congrès de la C. G. T.*, dans le numéro du 1^{er} janvier 1903 du *Mouvement socialiste*.

ravant, l'unité morale des syndicalistes divisés (allemanistes, anarchistes, indépendants) s'était faite « contre » un ennemi commun qui était alors le « guesdisme », de même à Alger et à Lyon, en 1902, l'unité organique du syndicalisme fut faite « contre » le nouvel ennemi commun de ses chefs révolutionnaires qui était maintenant le « millerandisme ».

*
* * *

La crise socialiste provoquée par l'entrée de M. Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau n'eut pas pour effet unique de réaliser l'unification syndicaliste dans l'effort commun qu'elle imposa aux militants de *la Confédération générale du Travail* et de *la Fédération des Bourses du Travail*. Elle fut l'occasion d'un rapprochement intime entre ces militants ouvriers et quelques intellectuels extrêmement distingués qui suivaient la même crise avec une attention passionnée. Elle prépara ainsi l'élaboration du corps de doctrine théorique dont le syndicalisme révolutionnaire n'avait pas encore trouvé l'affirmation synthétique.

Je veux dire les fondateurs de la brillante revue *le Mouvement socialiste*.

Le Mouvement socialiste fut fondé au début de l'année 1899 (1). Il fut d'abord ouvert aux représen-

1. Le premier numéro parut le 15 janvier 1889.

tants de toutes les écoles socialistes, à l'exception du guesdisme, et publia dans ses premiers numéros des études de MM. le D^r Adler (leader du socialisme parlementaire autrichien (1), Jaurès (2), Sidney Webb (l'historien du trade-unionisme) (3), etc. Mais essentiellement, la pensée directrice était celle de M. Georges Sorel, de son disciple M. Edouard Berth, et de M. Hubert Lagardelle.

M. Georges Sorel, ancien élève de l'école polytechnique, ancien ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, homme d'une admirable culture, d'une puissante originalité d'esprit, et servi par un talent d'écrivain capricieux, mais plein de verve et abondant en suggestions savoureuses, a débuté dans les lettres en 1889 par une étude sur le procès de Socrate. Sa curiosité le rapprochant progressivement du monde moderne, il publia en 1894 un essai sur *la Fin du paganisme* qui, republié en 1901, devint l'ouvrage intitulé *la Ruine du monde antique* (4). Quelques années plus tard, il abordait les problèmes socialistes. En mai 1897, il faisait paraître dans le *Journal des Économistes* un article (*Sur la Théorie*

1. *La Théorie et la tactique socialistes d'après Bernstein*, 1^{er} mai 1899.

2. *Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste*, 1^{er} mars 1900.

3. *L'Évolution du Trade-Unionisme en Angleterre* (15 février, 1^{er} mars, 15 mars et 1^{er} avril 1913).

4. Voir, sur ces premiers ouvrages, une étude de M. Maurice Spronck dans le *Correspondant* du 30 janvier 1909.

marxiste de la valeur), où il refusait de souscrire à la théorie simplifiée du conflit des classes (1). A la fin de la même année, il publiait dans une revue sociologique franco-belge, *l'Humanité nouvelle*, son essai sur *l'Avenir socialiste des syndicats* (2). Là, il a inauguré une méthode nouvelle. Au lieu de rechercher d'après des déductions logiques quel *devait* être, au point de vue socialiste, le rôle des syndicats ouvriers, il a montré qu'il convenait d'envisager l'action ouvrière comme un fait préexistant à toute construction théorique, et que l'analyse ne devait intervenir que comme interprétation de la réalité ; il a, bien avant que le mot n'eût été lancé avec le succès que l'on sait, appliqué *le pragmatisme* à la compréhension intuitive des questions ouvrières. Et il a conclu que le syndicalisme était l'avenir du socialisme, parce qu'il était l'élaborateur spontané des *institutions* qui caractériseraient la cité socialiste, à condition qu'il ne se laissât pas exploiter par le « prolétariat intellectuel » dont la vraie vocation est

1. « Marx avait été amené à présenter le conflit social sous la forme simplifiée d'une lutte entre le prolétariat et la masse unie des capitalistes. On a cru que cette exposition populaire et assez ancienne de sa doctrine était une théorie scientifique servant de base à toute recherche économique... Aujourd'hui les théoriciens du marxisme sont unanimes pour reconnaître qu'ils s'étaient trompés, que les classes ne peuvent être ramenées à la division dichotomique. »

2. La brochure de 1900, éditée à la librairie socialiste Jacques, est une réédition remaniée.

l'exploitation de la politique (1). Pendant la crise politique de 1899-1900, M. Sorel prononça trois conférences publiques au collège libre des sciences sociales : *l'Ethique du Socialisme* (20 février 1899), *la Science et la Morale* (9 janvier 1900), *les Facteurs moraux de l'Évolution* (30 janvier 1900) (2); il y adopte les thèses de Marx sur la lutte des classes et sur la mission historique du prolétariat; jugeant le scandale qui accueillit, dans les milieux socialistes, la « revision du marxisme » proposée par M. Bernstein dans son ouvrage *Socialisme théorique et social : démocratie pratique*, il ne cache pas l'estime que lui inspire cette tentative de renouveler les méthodes d'analyse socialiste par la seule observation des réalités ouvrières. En 1902, il publie son grand ouvrage *l'Introduction à l'économie moderne* où il met en circulation l'ingénieuse conception des mythes socialistes : « Je me demande s'il est possible de fournir une exposition intelligible du passage des principes à l'action sans employer de mythes... Il est probable que déjà Marx n'avait présenté la concep-

1. Il écrivait de la lutte syndicale : « Ce n'est pas une lutte pour prendre les positions occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles; c'est une lutte pour vider l'organisme bourgeois de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme politique prolétarien, créé au fur et à mesure du développement du prolétariat. »

2. Recueillies dans les publications collectives intitulées *Morale sociale et Questions de Morale* (Alean, éd. Paris 1899 et 1900).

tion catastrophique que comme un mythe, illustrant d'une manière très claire la lutte des classes et la révolution sociale ». Et ainsi s'achemine-t-il vers l'adoption de la grève générale révolutionnaire, considérée non comme un programme positif, mais comme l'hypothèse mythique qui détermine, à l'intérieur de chaque conscience ouvrière, le passage toujours renouvelé du principe à l'action quotidienne.

Pendant ce temps, M. Hubert Lagardelle tient au *Mouvement socialiste* une « chronique sociale », où enregistrant au jour le jour les réalités du mouvement ouvrier, il tente, suivant la méthode sorelliste, d'en dégager une systématisation progressive : un referendum entrepris auprès des syndicats ouvriers au sujet des retraites ouvrières lui sert à constater de façon précise le développement des idées syndicales et il en conclut : « Par cet enrichissement successif de l'organisme ouvrier se précisera peut-être, pour le prolétariat militant, le sens complet de la formule marxiste, qui pose la lutte des classes comme une lutte politique, cela ne signifie pas seulement lutte électorale et parlementaire. C'est là une interprétation politicienne qu'il faut laisser aux petits bourgeois... et, dirigé contre elle, l'antiparlementarisme des syndicaux se trouve justifié. La lutte que le prolétariat mène par tous les moyens contre la classe capitaliste est une lutte politique, en ce sens qu'elle a pour but de modifier au profit de la classe ouvrière

tous les rapports sociaux existants : économiques, juridiques et politiques. Il ne peut s'agir, en effet, pour le prolétariat, de conquérir les organes politiques de la bourgeoisie pour s'y adapter ensuite. Tout se réduit pour lui à créer des organismes nouveaux qui lui soient propres et qu'il substituera aux organismes capitalistes » (1) — Peu après, la tenue à Tours d'un congrès des socialistes réformistes, favorables à M. Millerand, lui suggère la vision du conflit qui éclate entre le socialisme et la démocratie, et il écrit *Socialisme et Démocratie* : (2) « La démocratie ne poursuit pas des fins économiques mais seulement spirituelles. Elle considère en lui-même le citoyen, l'homme *politique* détaché de la catégorie sociale à laquelle il appartient... Elle se place au-dessus des classes et des conflits de classe. Son caractère essentiel est même non seulement de ne pas les connaître, mais encore de les supprimer. La conception de la lutte de classes, qui est à la base du socialisme, est donc contradictoire à la démocratie... L'organisation économique du prolétariat ne connaît que des hommes réels, des ouvriers qui se groupent et se concertent pour la défense de leurs intérêts... Une différence nécessaire se produit parmi eux : les plus conscients, les plus aptes à la défense

1. *Mouvement socialiste*, 15 août 1901.

2. *Ibid.*, 5 avril, 12 avril, 26 avril, 31 mai et 8 juin 1902.

professionnelle et à la lutte sociale se groupent les premiers, indiquant à ceux qui suivent la voie à s'engager... La démocratie politique ne considère que l'homme abstrait, le citoyen. Elle part d'une fiction nécessaire, c'est que tous les hommes, tous les citoyens, ont la même valeur. (1) »— Enfin, lorsqu'il est appelé à dresser la table générale des matières des treize volumes de la première série de la revue, il la fait précéder d'un avant-propos où il écrit : « Nous sommes de ceux qui pensent que, pour s'appuyer enfin sur un sol résistant, le socialisme révolutionnaire doit modifier ses points de vue anciens à la clarté des événements nouveaux. S'il veut vaincre, il lui faut se rajeunir au contact d'idées fraîches et neuves, s'inspirer de l'action, de la pensée, des sentiments des masses ouvrières organisées sur le terrain révolutionnaire, et devenir vraiment un *socialisme ouvrier*. Ces éléments de régénération révolutionnaire lui sont fournis par le syndicalisme français. Pendant que le socialisme purement politique se décomposait, le mouvement corporatif prenait en France une importance prépondérante et clarifiait ses conceptions révolutionnaires. Ce sont les syndicalistes révolutionnaires qui ont sauvé le mouvement ouvrier. Les syndicalistes ont fait plus que de mettre à l'abri des illusions démocratiques le monde ouvrier.

1. *Mouvement socialiste* du 15 septembre 1904.

Ils tâchent d'élaborer des notions pratiques précises et nettes. Ils s'efforcent de parvenir à la compréhension suffisamment claire de ce que peut être un mouvement ouvrier révolutionnaire qui, *dans la réalité des faits quotidiens*, doit lutter contre l'État et le patronat jusqu'à leur disparition finale. » (1)

Voilà les réflexions que la méditation sur l'activité syndicaliste inspirait aux théoriciens avides d'une rénovation des thèses socialistes révolutionnaires.

Si l'on songe que ces théoriciens accueillaient, attiraient parmi eux les meilleurs des militants ouvriers, que la collection de la première série du *Mouvement socialiste* contient des articles de plus en plus fréquents de MM. Briat, Pelloutier, Guérard, Yvetot, Pouget, Griffuelhes, et que le lien personnel était d'ores et déjà établi entre les intellectuels théoriciens et les militants de l'action, on ne s'étonnera pas de voir le syndicalisme aller bientôt jusqu'au bout de son affirmation révolutionnaire, et devenir le corps de doctrine que l'on peut résumer ainsi : il appartient aux syndicats ouvriers, et il n'appartient qu'à eux, de détruire la société capitaliste par une grève générale, et de la remplacer par une organisation fondée sur l'association libre des producteurs.

1. Les principaux articles de M. Lagardelle ont été réunis en volume en 1911, sous le titre *le Socialisme ouvrier* (Giard et Brière, éd.).

Ce sera l'œuvre des congrès confédéraux de Bourges en 1904, et d'Amiens en 1906.

* * *

Le Congrès de Bourges de 1904 constitua les premières assises de la nouvelle *Confédération générale du Travail*, représentant l'ensemble unifié des forces syndicalistes. Elle groupait alors plus de 1.800 syndicats répartis entre 53 fédérations de métier ou d'industrie et 110 bourses du travail (1).

Mais quelles étaient, dans cet ensemble, les forces respectives du syndicalisme réformiste et du syndicalisme révolutionnaire. A ne consulter que tous les votes antérieurs, les révolutionnaires avaient la majorité. Pourtant les réformistes contestaient la valeur indicative de ces votes, faisant remarquer que la représentation des syndicats dans la confédération n'était nullement proportionnelle à leur force numérique ou financière, chaque syndicat disposant d'une voix aux congrès, chaque fédération d'une voix au Comité confédéral, uniformément, et quel que soit son effectif.

C'était vrai. Ce mode curieux de représentation avait toujours été usité. Au comité confédéral, le

1. Pour le compte rendu, se rapporter à l'ouvrage de M. Léon de Seilhac, p. 168 à 226, et au numéro spécial du *Mouvement socialiste* (1^{er} nov. 1904).

Syndicat national des chemins de fer, 55.000 hommes, n'avait qu'un vote, comme la Fédération lithographique (3.000 hommes). Aux congrès, le Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, avec 25.000 membres, ne pèsera pas plus que le Syndicat des mouleurs d'Albert qui en compte une quinzaine.

Or, ce sont les syndicats peu nombreux et pauvres qui, n'ayant pas d'encaisse à perdre, et ne groupant que les ouvriers les plus ardents, sont les plus fanatiques du sabotage, de la grève générale expropriatrice, de l'insurrection en temps de guerre et de la violence en tout temps. Les grandes fédérations, les chemins de fer (55.000 hommes), les mineurs (60.000), le textile (20.000), ou le livre dont les ressources annuelles dépassent 300.000 francs, sont réformistes. Fatalement, dans l'unité ouvrière, la direction appartient à des violents qui ne représentent qu'une majorité fictive. De là les efforts répétés des réformistes pour établir la représentation proportionnelle, et de la minorité dirigeante pour la refuser.

Il semblerait paradoxal qu'à la fondation de *la Confédération générale du Travail* les ouvriers eussent choisi un mode de scrutin si peu démocratique, si nous ne savions déjà, par l'étude des premières affirmations théoriques du syndicalisme révolutionnaire, que syndicalisme et démocratie ne doivent pas être considérés comme synonymes, au contraire.

Les intellectuels qui, depuis quelques années, sont devenus les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire — MM. Georges Sorel, Hubert Lagardelle, Édouard Berth — ont mis leur point d'honneur à montrer les divergences profondes du syndicalisme et de la démocratie : la démocratie mêle les classes dans les partis (y compris les partis socialistes), où les adhérents ne voient d'autre objet à conquérir que la « société politique » exprimée par l'État; tandis que dans le syndicat, la classe ouvrière est seule représentée, et qu'il s'agit pour elle de conquérir la « société économique », d'être maîtresse non pas dans l'État, mais dans l'atelier. C'est pourquoi l'effort du syndiqué ne peut être comparé à celui du citoyen.

Le citoyen ne peut agir sur la société politique qu'indirectement, par l'intermédiaire d'un représentant qu'il choisit *Ce choix accompli*, écrit M. Lagardelle, *il reste inerte*. Le syndiqué, au contraire, dans sa lutte contre le patron, maître actuel de la société économique, agit *directement*, force contre force, et surtout par la grève. Le rôle du syndicat est d'abord une préparation à la grève. Participation aux délibérations, paiement régulier des cotisations, renonciation éventuelle au salaire, acception disciplinée des résolutions prises, telle est cette préparation : un effort à la fois intellectuel et moral, et permanent. La force des organisations, on ne doit pas la supputer par le nombre, mais par l'intensité qu'y atteint ce

goût de l'effort, cette « conscience de classe ». En outre le syndicat étant l'héritier désigné du capitalisme, les syndiqués doivent s'élever à la hauteur de cette mission, développer en eux toutes les qualités du producteur. L'action syndicale se résume en une « création de valeurs » et comme ce ne sont jamais les masses qui créent les valeurs nouvelles, mais les minorités vigoureuses, les élites, la meilleure organisation ouvrière ne sera pas celle où la majorité gouvernera.

Il y a là une sorte de nietzchéisme prolétarien qui a frappé l'attention de bien des observateurs du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Dans une conférence faite à *l'Union du Commerce et de l'Industrie* le 29 avril 1908, M. Maurice Spronck, rendant compte des *Réflexions sur la violence* de M. Georges Sorel, en rattachait expressément la doctrine à la pensée de Nietzsche (1). L'exégèse qui s'est, depuis cette époque, poursuivie autour de l'œuvre de Nietzsche, achève de rendre la chose non douteuse. Dans son ouvrage sur *la vie de Frédéric Nietzsche* (2),

1. Voir le compte rendu dans *le Monde économique* du 9 mai 1908. M. Charles Benoist répondit à M. Spronck : « Vous rattachez très justement au nietzchéisme la doctrine de la violence prêchée par M. Georges Sorel, mais ce nietzschéisme n'est nullement une doctrine moderne. Ce qui me frappe en lui, c'est son absence d'originalité : le surhomme de Nietzsche, c'est ni plus ni moins que le prince de Machiavel, l'individu qui, fort par lui-même, s'impose aux hommes. »

2. Calmann Lévy éd. Paris, 1910.

M. Daniel Halévy, lui-même si averti du syndicalisme révolutionnaire, met en lumière tout le travail d'esprit dont est résulté le livre fameux sur la *volonté de puissance*, et cite notamment cette note retrouvée dans les papiers inédits de Nietzsche : qui montre bien que le penseur allemand a au moins entrevu, dans le mouvement prolétarien de la fin du xix^e siècle, la promesse de cette nouvelle levée de « barbares blancs », d'hommes rudes, ingénus et audacieux, dont il attendait la régénération d'un monde fatigué par l'artifice. « Où sont les *barbares* du xx^e siècle ? Il est évident qu'ils ne pourront apparaître et s'imposer qu'après d'énormes crises socialistes. Ce seront les éléments qui seront capables de la plus grande dureté à l'égard d'eux-mêmes et qui pourront se porter garants de *la volonté la plus persistante*. »

Mais ce nietzchéisme prolétarien, pouvons-nous vraiment lui assigner place dans les origines du syndicalisme révolutionnaire ? Les intellectuels du *Mouvement socialiste* sont des bourgeois de haute culture, et M. Maurice Bourguin les appelait des « surhommes de lettres (1). » Pourtant leur influence sur

1. Maurice Bourguin, *un Nouvel essai sur le régime socialiste* (*Revue politique et parlementaire*, fév. 1908). — M. Georges Sorel n'accepterait certes pas qu'on dise de lui qu'il a *inventé* le nietzchéisme prolétarien, puisque fidèle à sa méthode pragmatiste, il l'a induit de l'observation des faits syndicaux. Ses célèbres *Réflexions sur la Violence* sont postérieures au Congrès de Bourses. Elles ont paru dans le *Mouvement socialiste* en 1905.

les leaders ouvriers est déjà évidente en 1904. Des hommes d'action comme MM. Griffuelhes, Pouget, Delesalle, Yvetot s'essaieront eux aussi à la théorie. Leurs brochures, leurs articles vont exposer en somme, ces mêmes idées (1). On les retrouve au Congrès de Bourges dans la bouche des orateurs qui combattent la représentation proportionnelle. Je conviens que le style est différent. Les intellectuels, d'ailleurs, protestent qu'ils n'ont rien inventé, que « le syndicalisme est né de l'expérience ouvrière et non de la théorie » (Lagardelle), et qu'ils ont seulement interprété les faits qu'ils avaient sous les yeux.

A Bourges, la représentation proportionnelle est

1. MM. Delesalle, Griffuelhes, Pouget et Yvetot ont beaucoup écrit dans les journaux, dans les revues, dans les brochures de propagande. Le recensement de leur œuvre imprimé est difficile. J'indique seulement quelques-unes de leurs publications les plus intéressantes, en dehors de leur collaboration régulière aux journaux et revues révolutionnaires :

Delesalle, *les Conditions du Travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris*, à la *Publication sociale*, Paris, 1907. — *La Confédération Générale du Travail*, *ibid.* — *Les deux Méthodes du syndicalisme*, *ibid.* — *Les Bourses du Travail et la C. G. T.*, Marcel Rivière, éd. Paris, 1910.

Griffuelhes, *le Syndicalisme révolutionnaire*, s. l. n. d. — *Syndicalisme et socialisme*, Marcel Rivière, éd. Paris, 1908. — *L'Action syndicaliste*, *ibid.* — *Les Objectifs de nos luttes de classe*, à la *Publication sociale*, 1909. — *Voyages révolutionnaires*, Marcel Rivière, éd. 1910.

Pouget, *les Bases du syndicalisme; le syndicat; le Parti du Travail*; trois brochures à l'imprimerie de la *Confédération Générale du Travail*, s. d. — *Le Sabotage*, Marcel Rivière, éd. Paris, 1910.

Yvetot, *A. B. C. syndicaliste*, chez l'auteur. Paris; 1908.

réclamée par les réformistes: M. Maroux (du Livre), M. Coupât (des mécaniciens), par M. Keufer (du Livre), par M. Lucas (des employés), par M. Lauche. Elle est combattue par M. Vibert (de la Marine), par M. Henriot (des allumetiers), par M. Niel, par M. Luquet.

Et elle est repoussée par 822 syndicats contre 388.

M. Pouget écrit, en commentaire, dans son compte rendu du *Mouvement socialiste* : « Sur le terrain politique, ce sont des opinions qui sont en présence et, si l'on n'a pour les dégager que la mécanique simpliste du suffrage universel, les gros bataillons inconscients font bloc et écrasent les minorités conscientes ; la représentation proportionnelle, au contraire, permet à ces dernières de se manifester. Sur le terrain économique, ce sont des intérêts qui entrent en contact, et seules, trop souvent, des minorités participent au mouvement. Or, ici, la représentation proportionnelle aurait un résultat contraire à celui qu'elle peut avoir sur le terrain politique : elle permettrait aux masses plus nombreuses et plus modérées de paralyser les minorités conscientes, et serait ainsi un instrument de réaction. »

* * *

Le Congrès suivant eut lieu à Amiens en octobre 1906 (1). La confédération comprenait alors

1. A consulter surtout deux comptes rendus : celui de M. de

61 fédérations (2.399 syndicats) et 135 bourses du travail (1.609 syndicats).

Au point de vue de l'élaboration définitive du syndicalisme révolutionnaire, une discussion est à retenir : la discussion relative à ces rapports entre les syndicats et le parti socialiste qui venait, lui aussi, de réaliser son unification.

M. Victor Renard, secrétaire général de la Fédération textile, était en même temps l'un des membres influents de *la Fédération du Nord du parti socialiste unifié*. Cette Fédération était restée fidèle à l'esprit de l'ancien parti guesdiste. M. Renard, qui prenait part au Congrès d'Amiens, lui proposa la résolution suivante : « Le comité confédéral est invité à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront : soit par des délégations intermittentes ou permanentes, avec *le Conseil national du parti socialiste*, pour faire plus facilement triompher les principales réformes ouvrières. »

L'échec de cette proposition n'était pas douteux. Son adoption eût été le démenti de toute l'histoire du syndicalisme français depuis le Congrès national de Nantes et le Congrès international de Londres. Elle réunit donc contre elle, et c'était inévitable, l'unanimité des orateurs, depuis les révolutionnaires,

Seilhac, *loc. cit.*, p. 227 à 272 ; celui de M. Pouget : *le Mouvement socialiste*, livraisons d'octobre, novembre et décembre 1906 et de janvier 1907.

comme MM. Bousquet, Niel, Merrheim, Latapie, Griffuelhes, jusqu'à M. Keufer.

Ce qui est intéressant, c'est l'affirmation catégorique, par les orateurs révolutionnaires, de la valeur suffisante de la Confédération du Travail pour représenter la « politique de classe » du prolétariat, le véritable « Parti du Travail ». M. Latapie, secrétaire de la *Fédération des Métallurgistes*, prononça en ce sens un remarquable discours-manifeste dont on retrouve, avec clarté, la pensée maîtresse dans la résolution que M. Griffuelhes présenta et fit adopter par l'énorme majorité de 830 voix contre 8 :

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C. G. T. disant :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les réformes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du bien-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des

salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste : il préconise comme moyen d'action la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés, qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

» Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ;

» En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

La citation de cette motion du Congrès d'Amiens est le terme naturel de cette étude.

On n'a pas essayé ici de donner une description du syndicalisme révolutionnaire « à l'état statique », tel qu'il a pu se manifester, doctrinalement et pratiquement, après l'achèvement de son élaboration en 1906. La motion d'Amiens, éclairée par l'évolution historique des tendances sociales dans le mouvement ouvrier français, telle qu'on a tenté d'en retracer le cours, suffit à marquer la place du syndicalisme dans les doctrines de révolution socialiste. Il y figure entre le communisme anarchiste traditionnel et le collectivisme propagé par les guesdistes, à égale distance de chacun d'eux.

Comme le communisme anarchiste, et à l'encontre des anciennes formules du collectivisme, ce n'est pas de la conquête politique des pouvoirs publics qu'il attend la révolution sociale, mais au contraire de la suppression de l'État qui n'a de raison d'être que comme personnification juridique du capitalisme, et disparaîtra, devenu inutile, dans une société fondée sur l'association libre des producteurs.

Comme le socialisme politique, et à l'encontre du communisme anarchiste, il ne s'en remet pas à la bonne fortune des perfectionnements individuels et des progrès du rationalisme scientifique, du soin de préparer la révolution sociale. Il professe au contraire la nécessité d'un groupement étroit et disci-

pliné des énergies, d'une gymnastique d'entraînement, et finalement d'une grande bataille d'ensemble minutieusement préparée et concertée entre les combattants contre la société bourgeoise.

Mais ce groupement, il dénie aux partis politiques, fussent-ils théoriquement socialistes, la capacité de le constituer : il en revendique le monopole pour le syndicat professionnel. Cet entraînement quotidien, il refuse d'en trouver le caractère dans l'action politique, qui n'est qu'une action indirecte du prolétariat contre ses ennemis, le patronat et l'État. Il ne le trouve que dans sa propre action directe : boycottage et sabotage, surtout la grève.

Et la grande lutte finale qui fera écrouler la société « bourgeoise », c'est encore lui, et lui seul, qui sera, prétend-il, capable de la mener à bien par la grève générale révolutionnaire.

Alors, ayant détruit, il réédifiera. Dépositaire de la mission historique du prolétariat, émanation pure de la fonction de production qui distingue les prolétaires des autres hommes, il porte déjà en lui le germe des institutions qui seront la société, purement économique et productrice, du lendemain de la grève générale.

Telle est la formule sociale à laquelle, après trente années de recherche, sont parvenus les syndicats ouvriers français.

Partis d'une tendance purement réformiste,

modérée, strictement corporative et neutre en matière politique, ils n'avaient pas tardé à tomber sous la domination du socialisme politicien, entraînés par le talent, l'habileté, l'ardeur inlassable de ses jeunes théoriciens. Alors ils connurent les déchirements intestins, les scissions, les haines de famille qui ne tardèrent pas à partager leurs maîtres. Puis, progressivement, lentement d'abord, et de plus en plus vite après que le mouvement eût commencé, le désir de l'affranchissement leur vint. L'autoritarisme exaspérant des écoles socialistes en présence ayant réuni contre elle la quasi unanimité de toutes les autres ; d'anciennes traditions blanquistes toujours vivaces ; la constitution d'un parti socialiste particulièrement animé de sentiments prolétariens (les allemanistes) ; le consentement enfin donné par les anarchistes à l'action syndicale ; l'influence personnelle prestigieuse de deux hommes tels que Ferdinand Pelloutier et M. Aristide Briand ; la grandiose suggestion d'une idée telle que la grève générale, tout cela détermina une concentration des forces ouvrières dans la voie de l'indépendance révolutionnaire dont le Congrès de Marseille, la création de *la Fédération des Bourses du Travail*, le Congrès de Nantes, sont les étapes rapides. Pourtant, après cet effort commun, les syndicats révolutionnaires redevenaient divisés : *la Confédération Générale du Travail* à peine fondée entre en rivalité avec *la*

Fédération des Bourses du Travail; dans chacune d'elles, c'est bien le même idéal qui règne et la même besogne qui se poursuit que dans l'autre : à *la Confédération*, agitation incessante pour galvaniser les « minorités conscientes » par une « action directe » qui ira, s'il le faut, jusqu'au sabotage, cette forme atténuée de la propagande par le fait, et qui, comme elle, vient des anarchistes ; à *la Fédération des Bourses* constitution méthodique, sur tout le territoire, de places fortes de l'armée révolutionnaire, que la bourgeoisie gouvernante accepte bénévolement de ravitailler elle-même. Mais, entre les deux organisations rivales, d'incessants malentendus de doctrine ou de méthode, et d'âpres rivalités de personnes. Pour réaliser, et presque subitement, l'unité ouvrière, il faudra la crise qui, de 1899 à 1902, renouvelle toutes les conditions de la politique française. Du même coup, cette crise fournira au syndicalisme des penseurs, et des penseurs qui, à la fois, se vantent humblement (si l'on peut dire) de n'être que les enregistreurs dociles de ses hauts faits spontanés, et l'entraînent aux spéculations subtiles et aristocratiques de la création d'une nouvelle table de toutes les valeurs. Alors, prenant conscience de sa valeur éminente, le syndicalisme révolutionnaire se débarrasse, par un ingénieux système de votation, des entraves qu'essaie de lui passer une « majorité inerte » de syndicalistes réformistes, et s'élève à

l'affirmation intégrale de ses capacités révolutionnaires complètes.

Tel est l'enchaînement des faits, décrit sans aucun désir de prendre parti.

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu : le Président de thèse,
A. DESCHAMPS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- A*** et Z***. — Les Contradictions du syndicalisme révolutionnaire. Revue socialiste, février 1907.
- ALLEMANE (Jean). — Le Socialisme en France. Impr. Allemane, Paris, 1900.
- Associations professionnelles ouvrières. Publication du ministère du Commerce. 4 vol., Imprimerie Nationale, 1899-1902.
- BARRÈS (Maurice). — Assainissement et fédéralisme. Paris, librairie de la Revue sociale, 1895.
- BERTH (Édouard). — Anarchisme individualiste, marxisme orthodoxe, Syndicaliste révolutionnaire. Mouvement socialiste, 1^{er} mai 1905.
- BLUM (Léon). — Les Congrès ouvriers et socialistes français, 2 vol. de la Bibliothèque socialiste, Société nouvelle de librairie et d'édition, Paris, 1901.
- BOUGLÉ (Camille). — Syndicalistes et Bergsoniens (Revue du mois avril 1906).
- BOURGIN (Hubert). — Histoire de la Commune. 1 vol. de la Bibliothèque socialiste, Cornély et C^{ie}, éd.
- BOURGUIN (Maurice). — Un nouvel essai sur le régime socialiste. (Revue politique et parlementaire, février 1908).
- BRIAT (Edmond). — Fernand Pelloutier. (Mouvement socialiste, 1^{er} avril 1901).
- BUISSON (Étienne). — La Grève générale. 1 vol. de la Biblio-

thèque socialiste. Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905.

CHALLAYE (Félicien). — Syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire. Alcan, éd., Paris, 1909.

COLLIARD. — Rapport sur la proposition de loi relative aux différends collectifs entre patrons et ouvriers, déposé à la Chambre des députés le 27 décembre 1907.

Compte rendu du V^e Congrès national des syndicats. Marcel Rivière, éd., Paris, 1909.

Compte rendu des travaux du Congrès tenu à Nantes. Impr. Schwob, Nantes, 1894.

DAVE (Victor). — Fernand Pelloutier. Collection les Portraits d'hier, 1^{er} octobre 1909.

DELESALLE (Paul). — Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision. La Confédération générale du Travail. Les deux Méthodes du syndicalisme. Trois brochures à la « Publication sociale ». Paris 1907.

— Les Bourses du Travail et la C. G. T. Marcel Rivière, éd. Paris, 1910.

DE MOLINARI (G.). — Le Mouvement socialiste. Garnier, éd. Paris, 1871.

DESCHANEL (Paul). — Discours prononcés à la Chambre des députés, les 8 mai 1907 et 13 octobre 1908. (L'organisation de la Démocratie, Fasquelle, éd., 1910).

DE SEILHAC (Léon). — Le Monde socialiste. Lecoffre, éd. Paris, 1896.

— Les Congrès ouvriers en France, 1876-1897. Armand Colin, éd. Paris, 1899.

— Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du Travail. Armand Colin, éd. Paris, 1902.

— Les Congrès ouvriers en France, deuxième série (1893-1906). Lecoffre, éd. Paris, 1908.

DEVILLE (Gabriel). — Historique du 1^{er} mai (Devenir social, avril 1896).

- DRU (Gaston). — La Révolution qui vient (Echo de Paris, février-mars, 1906.)
- DUGUIT (Léon). — Le Syndicalisme (Revue politique et parlementaire, juin 1908.)
- DUNOIS (Amédée). — Michel Bakounine. Collection (Portraits d'hier. Paris, 1909.)
- ENGELS (Frédéric). — Lettres publiées par (Le Mouvement socialiste, novembre 1900.)
- FUSTER (Édouard). — Les Progrès des syndicats socialistes et le Congrès des ouvriers loyalistes; correspondance d'Allemagne aux (Annales du Musée social, novembre 1907).
- FOURNIÈRE (Eugène). — Les Illusions de la violence (Revue socialiste, février 1909).
- GEFFROY (Gustave). — L'Enfermé. Fasquelle, éd. Paris, 1897.
- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques. Larose et Tenin, 2^e éd. Paris, 1913.
- GRAVE (Jean). — La Société mourante et l'Anarchie. Stock, éd. Paris, 1893.
- La Société future. Stock, éd. Paris, 1895.
 - Le Syndicalisme dans l'évolution sociale (Aux Temps nouveaux. Paris, 1908).
- GRIFFUELHES (Victor). — Syndicalisme et socialisme (en collaboration). Marcel Rivière, éd. Paris, 1908.
- L'Action syndicaliste. Marcel Rivière, éd. Paris, 1908.
 - Les Objectifs de nos luttes de classe (en collaboration) à la Publication sociale. Paris, 1909.
 - Voyages révolutionnaires. Marcel Rivière, éd. Paris, 1910.
- GUÉRARD (Eugène). — La Confédération Générale du Travail (Mouvement socialiste, 15 mai 1899).
- GUESDE, LAGARDELLE et VAILLANT. — Le Parti socialiste et

- la Confédération du Travail. Marcel Rivière. éd. Paris, 1908.
- GUILLAUME (James). — L'Internationale, documents et souvenirs, tome III. Stock, éd. Paris, 1909.
- GUY-GRAND (Georges). — La Philosophie syndicaliste. Grasset, éd. Paris, 1911.
- HALÉVY (Daniel). — Essai sur le mouvement ouvrier en France. Société nouvelle de librairie et d'édition. Paris, 1902.
- La Vie de Frédéric Nietzsche. Calmann-Lévy, éd. Paris, 1910.
- HAMON (André). — Le Socialisme et le Congrès de Londres. Stock, éd. Paris, 1897.
- HANOTAUX (Gabriel). — Histoire politique de la France contemporaine, tome I.
- KRISTSKY (M^{lle}). — L'Évolution du syndicalisme en France. Giard et Brière, éd. Paris, 1908.
- KROPOTKINE (Pierre). — Paroles d'un révolté. Flammarion, éd. Paris, s. d.
- La Conquête du pain. Stock, éd. Paris.
- LAGARDELLE (Hubert). — Bakounine (édition de la Guerre sociale. Paris, 1908).
- Le Socialisme ouvrier. Giard et Brière, éd. Paris, 1911.
- LAVY. — L'Œuvre de Millerand. (Société nouvelle de librairie et d'édition. Paris, 1902.
- LE GOUÉLEC. — L'Idée syndicaliste. Thèse de doctorat en droit (province 1908).
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Le Syndicalisme et la Confédération Générale du Travail (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} août 1908).
- LEVASSEUR (Émile). — Le Syndicalisme en France (Revue économique internationale, novembre 1908).
- LOUIS (Paul). — Histoire du mouvement syndical en France. Alcan, éd. Paris, 1907.

- MALON (Benoît). — Exposé des écoles socialistes, 1872.
- MARTIN SAINT-LÉON. — Le Syndicalisme révolutionnaire, à la chronique sociale du Sud-Est, Lyon, 1907.
- MARX, ENGELS et LAFARGUE. — L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs.
- MAUGER. — Les Débuts du socialisme marxiste en France. Thèse de doctorat (Paris, 1908).
- MERMEIX. — Le Socialisme. Ollendorff, éd. Paris, 1908.
- OLIVIER-LACROIX. — A propos du matérialisme historique, n° du 12 avril 1907 de la publication Demain.
- PARA. — Les Contre-révolutionnaires d'extrême-gauche. (Revue l'Action française, 15 nov. 1908).
- PELLOUTIER (Fernand). — L'Enseignement en société libertaire (La Question sociale, août 1895).
- L'Art et la Révolte. L'Organisation corporative et l'Anarchie. Deux brochures éditées à l'Art social, 1896.
 - Qu'est-ce que la grève générale? Librairie socialiste, s. d.
 - Histoire des Bourses du Travail. Schleicher, éd. Paris, 1902.
- PIC (Paul). — Traité de législation industrielle. Rousseau, éd. 3^e éd., 1908.
- PICQUENARD. — Le Bilan financier des grèves et leur influence sur les salaires (Revue d'Économie politique, mai 1908).
- PLEKHANOFF. — Critique de la théorie et de la pratique du syndicalisme (Revue socialiste, janvier 1909).
- POUGET (Émile). — La C. G. T. et le Congrès de Lyon. Mouvement socialiste, 1^{er} décembre 1901.
- Le VIII^e Congrès de la C. G. T. Mouvement socialiste, 1^{er} janvier 1903.
 - Compte rendu du Congrès ouvrier d'Amiens.

- Le Mouvement socialiste, novembre et décembre 1906, janvier 1907.
 - Les Bases du syndicalisme. Le syndicat. Le parti du Travail. Trois brochures à l'imprimerie de la Confédération générale du Travail, s. d.
 - Le Sabotage. Marcel Rivière, éd. Paris, 1910.
- PROUDHON.** — Du principe fédératif.
- PUECH.** — Le Proudhonisme dans l'Association internationale des Travailleurs. Thèse de doctorat en droit (Paris, 1907).
- RIST (Charles).** — Chronique du Mouvement ouvrier, in Revue d'Économie politique, février 1908.
- Compte rendu du Congrès ouvrier de Montpellier, (in Mémoires du Musée social, janvier 1903).
- RICHARD (Albert).** — Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Mouvement socialiste, 1^{er} juin 1899.
- Séances du Congrès ouvrier de France, session de 1876. Sandoz et Fischbacher, éd. Paris, 1876.
- Séances du Congrès ouvrier de France, deuxième session. Trichet, éd. Lyon, 1878.
- SOREL (Georges).** — Sur la théorie marxiste de la valeur (Journal des Économistes, mai 1897).
- L'Avenir socialiste des syndicats. Articles de l'Humanité nouvelle, 1897. Réimpression en brochure chez Jacques, éd. Paris, 1900.
 - L'Éthique du socialisme. La Science et la morale. Les Facteurs moraux de l'évolution. Conférences au collège libre des sciences sociales, les 20 février 1899, 9 et 30 janvier 1900, recueillies dans Morale sociale et Questions de morale. Alcan, éd. 1899 et 1900.
 - Introduction à l'Économie moderne, 1903.
 - Réflexions sur la violence. Articles du Mouvement socialiste (1905), 1^{re} édition à pages libres, 1907. Réédition chez Marcel Rivière. Paris, 1910.

THOMAS (Albert). — Tome X de l'Histoire socialiste. Rouff, éd. Paris.

TURGEON. — L'Esprit syndicaliste (Revue d'économie politique, févr. 1908).

VILLETARD (Edmond). — Histoire de l'Internationale. Garnier, éd. Paris, 1872.

VILLEY. — Les^s Nouvelles forces sociales, le syndicalisme (Revue d'économie politique, nov. et déc. 1907).

YVETOT (Georges). — Compte rendu du Congrès ouvrier de Nice (Le Mouvement socialiste, 1^{er} nov. 1901).

— Le X^e Congrès des Bourses du Travail (Le Mouvement socialiste, 15 nov. 1902).

— A. B. C. syndicaliste, chez l'auteur. Paris, 1908.

ZÉVAËS. — Le Socialisme en France depuis 1871. Fasquelle, éd. Paris, 1908.

— Le Syndicalisme contemporain. Albin-Michel, éd. Paris, 1911.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>La Période corporative, 1871-1879</i>	15
Force du mouvement syndical à la fin du second Empire. — Mutualités, résistances, Chambres syndicales. — <i>La Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris</i>. — <i>L'Association internationale des travailleurs</i>. — Inquiétudes de la bourgeoisie libérale. — Attitude incertaine du gouvernement impérial. — Dispersion des syndicalistes après la guerre et l'insurrection communaliste. — Faiblesse du mouvement syndical aux débuts de la troisième République. — Loi Dufaure contre <i>l'Internationale</i>. — Réveil timide du syndicalisme : le <i>Cercle de l'Union syndicale ouvrière</i> ; ses tendances modérées ; sa neutralité politique. — Dissolution du cercle. — La Presse républicaine organise par souscription publique l'envoi de délégués des syndicats ouvriers à l'Exposition de Vienne. — Inspiration modérée du rapport de ces délégués. — Nouvelle délégation ouvrière à l'Exposition de Philadelphie. — Un journal radical organise un Congrès ouvrier ; les ouvriers authentiques y ont seuls accès ; caractère strictement corporatif et réformiste de l'ordre du jour. — Modération du Congrès. — Approbations de la presse conservatrice et colère des révolutionnaires réfugiés à Londres. — Congrès ouvrier de Lyon (1878). — Présence d'une minorité révolutionnaire ; elle présente une motion collectiviste que le Con-	

grès repousse. — Projet de Congrès ouvrier international à Paris (1879). — Veto gouvernemental. — Les Jeunes militants de la nouvelle génération socialiste saisissent cette occasion pour prendre pied dans le mouvement ouvrier. — Le Groupe du café Soufflet ; Emile Acolas, M. Gabriel Deville, M. Jules Guesde, le journal *les Droits de l'Homme*. — M. Gabriel Deville révèle le marxisme. — Fondation du journal collectiviste *l'Égalité*. — Les Syndicalistes veulent tenir leur Congrès interdit. — La Police les arrête ; M. Guesde et ses amis se font arrêter avec eux. — Poursuites judiciaires communes ; M. Guesde porte-parole de tous les prévenus ; condamnation commune. — Popularité de M. Guesde et de ses amis parmi les syndicalistes. — Rentrée progressive des anciens combattants de la Commune. — Congrès ouvrier de Marseille 1879. — Jean Lombard. — Tonalité socialiste de la circulaire de convocation. — Admission des groupes d'études socialistes. — Mise à l'ordre du jour de l'ensemble de « la question sociale ». — Le Congrès se réclame officiellement du socialisme révolutionnaire. — Il décide que les syndicats se feront les organisateurs de la politique socialiste. — Constitution de la *Fédération du parti des Travailleurs socialistes*. — Mainmise du socialisme politicien sur le mouvement ouvrier.

CHAPITRE II. — *Du Congrès de Marseille au Congrès de Nantes (1879-1894)*. 45

Consultation de Marx et d'Engels sur le programme de la *Fédération des Travailleurs socialistes*. — La Fédération organise un congrès aux Havre (1880). — Opposition au programme marxiste : les anarchistes parisiens ; les syndicalistes modérés de Paris, du Havre, de Bordeaux. — Scission entre syndicaux purs et socialistes. M. Keufer et *l'Union syndicale*. — Dissensions intestines dans la *Fédération des travailleurs socialistes*. — Les Blanquistes ; l'œuvre de Blanqui ; ses successeurs ; M. Édouard vaillant et le marxisme ; idées des Blanquistes sur le syndicalisme. — Les guesdistes ; M. Jules Guesde ; le *Parti ouvrier français* ; sa conception de la

lutte des classes et de l'action syndicale. — Les broussistes ; M. Paul Brousse, sa conception opportuniste de l'action politique et syndicale. — Les Allemanistes ; M. Jean Allemane et le *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire* ; caractère prolétarien ; prédilection pour l'action syndicale. — Les Anarchistes ; l'influence de Bakounine ; Elisée Reclus, le prince Kropotkine, M. Jean Grave ; haine de la politique électorale ; notions sur la valeur révolutionnaire du syndicalisme. — Développement des syndicats ouvriers et des unions de syndicats ; loi du 21 mars 1884. La *Fédération nationale des syndicats* ; sa création ; le groupe parisien de l'*Organisation corporative des travailleurs* et la *Fédération syndicale de Bordeaux* ; la conférence ouvrière internationale de Paris (1886) ; efforts des syndicaux modérés pour reconquérir la direction du mouvement ouvrier ; le Congrès de Lyon 1886 ; échec des modérés ; caractère socialiste de la *Fédération des syndicats* ; ses tares congénitales, caractère artificiel des rouages administratifs, soumission exclusive à l'influence guesdiste. — La *Fédération des Bourses du Travail* ; historiques des idées qui ont amené la création des Bourses du travail ; la Bourse du Travail de Paris ; les Bourses du travail provinciales ; pourquoi les Bourses du travail favorisent les tendances révolutionnaires des syndicats, puis tendent à libérer les syndicats révolutionnaires de la tutelle des partis politiques ; les Bourses du Travail contre le guesdisme ; Congrès de Saint-Étienne (1893). Apparition dans le mouvement syndical de Fernand Pelloutier et de M. Aristide Briand. — Ils lancent l'idée de la grève générale révolutionnaire ; adhésion des allemanistes ; M. Briand fait acclamer la grève générale par le Congrès de Marseille de la *Fédération nationale des syndicats* (1892). — Les guesdistes contre la grève générale. — Le Congrès de Nantes (1894) ; les guesdites éliminés du mouvement syndical.

CHAPITRE III. — *La Fondation de la Confédération Générale du Travail. — Du Congrès de Limoges au Congrès d'Amiens (1895-1906)*.....

87

Congrès de Limoges (1895). — Union des blanquistes, des

allemanistes, des syndicalistes modernes. — Création de la *Confédération Générale du Travail*. — Concurrency de la *Fédération des Bourses du Travail*. — Entrée des anarchistes dans les syndicats. — Conversion de Pelloutier à l'anarchisme ; ses idées sur le rôle des Bourses du Travail comme organes de la transformation communiste libertaire. — M. Émile Pouget et la *Confédération Générale du Travail*. — Abandon progressif, par les anarchistes, de leur dogmatisme individualiste. — Transformation des concepts anarchistes par l'action syndicale. — Tentatives des socialistes parlementaires pour exclure les anarchistes du syndicalisme ; le Congrès international de Londres (1896). — Les Syndicats français confirmés dans leur attitude d'autonomie révolutionnaire. — Méthodes d'action introduites dans le syndicalisme par les anarchistes ; le fédéralisme ; l'antimilitarisme ; le sabotage. — Tentative de fusion entre la *Confédération Générale du Travail* et la *Fédération des Bourses du Travail*. — L'unification syndicaliste en 1902. — Tendance de cette unification ; la crise générale du socialisme ; le groupe intellectuel du *Mouvement socialiste*. — M. Georges Sorel ; *l'Avenir socialiste des syndicats* (1897) et l'introduction de la philosophie pragmatiste dans le socialisme ; M. Sorel pendant la crise de « revision du marxisme » ; *l'Introduction à l'Économie moderne* et la conception des mythes sociaux ; utilisation à propos de la grève générale. — M. Hubert Lagardelle ; ses chroniques du mouvement ouvrier ; son interprétation de la lutte des classes ; le syndicat proclamé élaborateur spontané des institutions prolétariennes ; analyse du conflit entre le socialisme et la démocratie ; l'adhésion formelle au syndicalisme révolutionnaire ; la rencontre avec les militants ouvriers ; le corps de doctrine théorique du syndicalisme révolutionnaire. — Le Congrès confédéral de Bourges (1904). — Impuissance de l'élément réformiste. — Le Mode de votation : controverses sur la représentation proportionnelle ; le rôle des minorités ; le « nietzschéisme prolétarien » ; théorie de la « conscience de la classe » ; la table syndicaliste des valeurs. — Le Congrès confédéral d'Amiens (1906). — La Proposition Renard sur les rapports avec le parti socialiste unifié. — Les Affirmations révolutionnaires du syndicalisme :

la lutte de classe, la revendication quotidienne par l'action directe, l'expropriation capitaliste par la grève générale ; l'organisation de la société future par les syndicats. — Conclusion : place du syndicalisme révolutionnaire entre le collectivisme et l'anarchie ; les traditions blanquistes ; les influences allemanistes ; les apports anarchistes ; l'unité ouvrière et les doctrines néo-socialistes.

Imprimerie JOUVE & C^{ie}, 15, rue Racine, Paris — 2275-13
